

PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro { FRANCE : 3 fr.
ETRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.
ÉTRANGER 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE

Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA



SOMMAIRE

La Perse et le Caucase.....	MIR
A la nation Géorgienne.....	***
Dix années de luttés.....	G. G.
Une page d'histoire de l'Ukraine.....	A. TARNÉ
Le projet de fédération d'Asie Centrale.....	M. TCHOKAEFF
Le plan quinquennal et les territoires nationaux du Caucase du Nord.....	BARAS-BII
En Azerbaïdjan.....	A. KAPLAN
Pèlerins rouges et duplicité bolcheviste.....	A. ISHAKY
Les tortures des coupes de bois.....	JANZ

CHRONIQUE

Azerbaïdjan — Caucase du Nord — Géorgie — Ukraine.

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
LIBRAIRIE ORIENTALE & AMÉRICAINE, 3, Rue du Sabot, PARIS (6^e)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

LA PERSE ET LE CAUCASE

Dans le journal *Chafaq-i-Sorkh*, très répandu en Perse, a paru un décret du Gouvernement persan, portant la date du 20 décembre 1931, dans lequel il est dit :

« Tout étranger pénétrant en Perse sans passeport ou sans en avoir au préalable obtenu l'autorisation est tenu de quitter aussitôt le territoire persan. Dans le cas contraire, il sera ramené à la frontière et renvoyé dans le pays d'où il a pénétré en Perse. »

Ce décret modifie en l'aggravant le décret du 9 mars 1930, attendu que ce dernier accordait tout de même un *certain délai* pour quitter le territoire persan aux personnes non munies de passeports.

Loin de nous l'idée de contester au Gouvernement persan le droit d'interdire l'entrée en Perse des éléments qu'il estime indésirables, mais nous sommes cependant obligés de nous arrêter sur des circonstances exceptionnelles et sur les suites rigoureusement tragiques que crée déjà l'application de ce décret : ce sont les réfugiés du Caucase, d'Azerbaïdjan et de Géorgie en particulier, voisins immédiats de la Perse, qui en sont les premières victimes. C'est sur eux que la Société des Nations devrait porter son attention.

L'insurrection qui éclata vers le mois de mars 1930 et qui, en dépit des cruelles représailles bolchevistes, se prolonge encore de nos jours, a eu pour cause, nul ne l'ignore, la collectivisation des exploitations agricoles et la lutte engagée par les bolcheviks contre les paysans désignés sous le nom de koulaks. La situation est à ce point devenue intenable que les paysans émigrent en masse, abandonnant leurs foyers. L'état de dénuement dans lequel se trouvent les émigrés, obligés de passer la frontière persane, est difficile à décrire. Leur nombre en ce moment atteint le chiffre de 5.000; dans ce nombre, on compte des femmes, des enfants, des vieillards.

Jusqu'à ces derniers temps les autorités persanes toléraient cet état de choses; mais, de par ce nouveau décret, les réfugiés géorgiens et azerbaidjaniens seront reconduits à la frontière, et conséquemment remis entièrement entre les mains des autorités bolchevistes. Et le fait d'être ainsi abandonnés entre leurs mains comporte pour ces réfugiés la peine de mort sans la moindre forme de procès ni de jugement.

Ce nouveau décret ne parviendra pas certainement à retenir l'exode des malheureux Caucasiens, attendu que ce mouvement est le résultat de persécutions et d'oppression; il n'aura donc d'autre conséquence que de

multiplier les suicides ou les exécutions de réfugiés par les bolcheviks. Leur seule faute sera de n'avoir pu supporter plus longtemps le joug des bolcheviks russes au Caucase. Et cependant l'on sait que depuis les temps les plus reculés de l'histoire, depuis que l'humanité a commencé à se grouper en sociétés, le droit d'asile a toujours été considéré comme un droit sacré et formel. L'on ne saurait refuser ce droit aux Caucasiens qui, depuis onze ans, luttent pour le droit à une existence indépendante au prix d'énormes sacrifices.

D'autre part, l'indépendance de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan a été reconnue en 1920 par toute une série de puissances, par la Perse en particulier, et l'on sait que, peu de temps après, les bolcheviks attaquèrent l'Azerbaïdjan et l'obligèrent par la force des armes à se soumettre au régime soviétique. L'indépendance du pays fut abolie et l'Azerbaïdjan fut annexé à l'U.R.S.S.

La population azerbaïdjanienne aussi bien que géorgienne n'a jamais pu accepter un pareil état de choses; elle a lutté et elle continue à lutter contre l'envahisseur étranger. Il ressort donc de cet ensemble de faits que le principe du *droit des gens* et du *droit des belligérants* doit être reconnu aux Géorgiens et aux Azerbaïdjanais. Le principe de ces droits reconnus par tous les pays du monde ne saurait être refusé aux Azerbaïdjanais et aux Géorgiens qui ne peuvent être considérés comme de simples insurgés, mais bien comme des défenseurs de la liberté, des droits sacrés de la liberté et de l'indépendance de leurs pays respectifs.

La situation particulièrement tragique des réfugiés que viennent aggraver les mesures exceptionnelles prises par le Gouvernement persan doit susciter un courant de sympathie et retenir l'attention du monde civilisé. C'est à la Société des Nations dont fait partie la Perse que vont tous nos espoirs. L'influence de la S.D.N. est incontestable, son poids moral est énorme et elle se doit de montrer en l'occurrence toute son autorité.

Mais nous pouvons aussi en appeler à la Perse même. Les cercles officiels persans et l'opinion publique persane ne doivent pas oublier que la Perse est liée au Caucase non seulement au point de vue historique et géographique, mais encore au point de vue culturel et économique.

Il est vrai qu'en ce moment les liens économiques avec les bolcheviks sont rompus, mais son influence culturelle a existé et continue d'exister. Les peuples du Caucase ont toujours suivi avec intérêt ce qui se passait dans cet admirable pays et ils ont toujours partagé ses joies comme aussi ses peines. Les meilleurs enfants de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie ont fait souvent le sacrifice de leur vie pour la Perse dans sa lutte contre le despotisme. Dans la vague révolutionnaire qui a donné à la Perse un régime constitutionnel, le sang caucasien occupe une grande place. Il serait regrettable que le peuple persan oublie ces faits. C'est dans le passé que les meilleurs des dirigeants de la politique prennent des leçons; c'est là qu'ils doivent puiser un enseignement.

MIR.



A LA NATION GÉORGIENNE

A l'occasion du X^e anniversaire de l'invasion soviétique en Géorgie, M. Jordania vient de lancer le manifeste que voici :

Voilà déjà dix ans que dure la captivité de la nation géorgienne, l'occupation de la Géorgie et la servitude imposée au peuple géorgien, dix années particulièrement dures, particulièrement sanglantes, pleines de souffrances et de larmes...

La nation géorgienne a bien vu des invasions de hordes étrangères; elle a connu des destructions et des oppressions infligées par les forces brutales de l'étranger.

Mais elle n'a jamais vu, n'a jamais connu de souffrances aussi inouïes, de malheurs aussi terribles que ceux qui se sont abattus sur sa tête au cours de ces dix dernières années.

Jadis les vagues des conquérants passaient, le pays se redressait, le soleil se levait et les fleurs de la liberté s'épanouissaient de nouveau.

Mais, à l'heure qu'il est, les vagues des conquérants s'accumulent dans notre pays; elles dévastent quotidiennement la richesse du peuple, son patrimoine moral et matériel; elles engloutissent chaque jour, chaque heure les meilleurs de ses fils, décapitent la nation à laquelle elles enlèvent les meilleures têtes et chassent de la patrie les conducteurs du peuple.

L'ennemi a établi son camp sur notre propre territoire et, tout armé, il continue sans répit la guerre contre la population désarmée.

Oui, depuis dix ans déjà, cette guerre se poursuit dans le but d'anéantir la Géorgie, d'asservir le peuple géorgien et d'en faire une multitude pitoyablement mise à genoux.

Depuis dix ans les tyrans moscovites s'abreuvent du sang du peuple géorgien et ils ne sont pas encore rassasiés; ils pillent ses biens sans qu'il soit possible d'en prévoir la fin; c'est avec le meilleur de ses fils qu'ils remplissent les prisons, les caves, les cachots obscurs et les contrées lointaines et inhabitables, et ils considèrent encore que tout n'est pas suffisamment rempli.

La souffrance du peuple géorgien est immense, son supplice est incommensurable, sa persécution est affreuse.

Le peuple géorgien fait preuve d'une admirable endurance; sa fermeté morale et son courage chevaleresque ne sont point ébranlés. On lui a ravi sa liberté mais on n'a pu en obtenir sa soumission; on lui a enlevé sa souveraineté, mais on n'a pu le réduire à l'esclavage.

Le peuple géorgien se tient debout sur toute la ligne de défense de ses droits et de sa patrie. En cette dixième année d'épreuves il est tout aussi courageux qu'il le fut au début, la première année de l'invasion. Les vicissitudes du temps n'ont pu ni le briser, ni le désorienter; il connaît ses ennemis et ne les confond pas avec ses amis. Il s'est dressé les yeux ouverts, l'esprit clair, animé de la volonté de combattre l'ennemi. Les persécutions le transforment en silex, l'oppression le rend plus hardi.

Le camp ennemi est voué à un échec; il est encerclé par des peuples

rebelles. Entre eux et Moscou tous les liens de solidarité sont rompus. Il n'y a que l'hostilité ouverte.

Peut-on douter de l'issue de cette lutte ? Laquelle de ces forces l'emportera ? Qui pourrait faire tourner en sens inverse la roue de l'Histoire ? L'entreprise des moscovites est irrémédiablement perdue. Ils sont sacrifiés par l'Histoire.

La question de temps importe peu. Tout arrivera à son heure, un peu plus tôt, un peu plus tard, selon les circonstances ; l'essentiel c'est la défaite de l'ennemi ; sa fin est inévitable. Qu'est-ce qu'une période de dix ans dans la vie d'un peuple ? Ce n'est que l'instant d'une seconde, d'un clignement d'œil. Le peuple géorgien a la vue longue et c'est pourquoi il n'a pas courbé la tête devant les envahisseurs victorieux. Il a la vision certaine de la chute de l'ennemi, de son effondrement, de la réparation du crime dont il est victime, et cette certitude lui donne du courage, cette solidité de roc, voilà déjà dix ans.

Et maintenant, alors que sa perspicacité s'avère, sa certitude devient évidente, même pour les aveugles.

Dix ans sont passés et que voyons-nous ? Nous voyons un ennemi malade, paralysé par des plaies incurables, décomposé et serré dans le filet des contradictions internes, tout prêt à rendre l'âme.

Nous voyons ses fossoyeurs — les peuples persécutés et martyrisés — qui, pleins d'espoir, se préparent à lui porter le coup de grâce. Nous ne sommes pas seuls aujourd'hui ; nous voyons incessamment venir à nous de nouveaux alliés ; par contre, nos ennemis moscovites perdent de leur force ; ils fuient le monde entier ; ils ne tarderont pas à se précipiter dans l'abîme.

Les jours de Moscou la Rouge sont comptés. Son soleil se couche, le nôtre se lève. L'aurore ne tardera pas à poindre...

Le gouvernement légal de Géorgie, réfugié à l'étranger et qui lutte pour la défense de la souveraineté nationale, salue de son lieu d'exil le peuple géorgien ce jour de dixième anniversaire et il lui renouvelle le serment de sa fidélité. Etroitement unis par une seule et même volonté et par des aspirations communes, nous rencontrerons ensemble le grand dénouement qui approche. D'accord avec les autres peuples, nous déploierons notre étendard, l'étendard de la renaissance de la République démocratique de Géorgie. Avec les autres peuples nous travaillerons à la constitution d'une Confédération d'Etats Caucasiens et à l'établissement de rapports de bon voisinage et de relations fraternelles avec d'autres peuples libérés du joug des Soviets.

Le monde civilisé vous regarde dans votre lutte héroïque !

*Le Président
du Gouvernement national de Géorgie,*

N. JORDANIA.

(Traduit du géorgien par M. G...)



Dix Années de Lutte

A propos du X^e anniversaire de l'invasion soviétique en Géorgie

Dix ans sont passés depuis le jour où la Géorgie ressuscitée fut de nouveau abattue par l'invasion des armées soviétiques.

L'opération commença le 11 février 1921. Elle fut déclanchée simultanément des quatre coins de l'horizon : l'une venait d'Arménie, l'autre de l'Azerbaïdjan, la troisième du Caucase du Nord, par le col de Mamisson, et la quatrième par le littoral de la Mer Noire.

Le malheureux pays fut vite isolé du reste du monde par un barrage de feu et il succomba sous la ruée des hordes moscovites.

Seule l'histoire de la Pologne nous offre un semblable exemple de brigandage international. Le territoire de la Pologne ne fut-il pas, jadis, pareillement envahi, puis déchiré et partagé par trois empires : la Russie, l'Autriche et la Prusse ? Cette fois-ci la Russie seule, cet empire de proie, se jeta sur la Géorgie pour égorger sa liberté et s'emparer de son territoire.

Quelle était la véritable cause de cet acharnement ?

*
**

La Géorgie, liée à l'Occident par la Mer Noire et les Détroits, peut être considérée comme une partie intégrante de la zone méditerranéenne. Elle se forma en tant qu'unité politique sous le rayonnement de la civilisation gréco-latine et se développa ensuite sous l'influence de l'idéalisme chrétien. Mais la prise de Constantinople par les Turcs en 1453 lui coupa la route et elle dut chercher une autre voie pour maintenir sa liaison morale et intellectuelle avec l'Occident. Cette voie apparut toute tracée par la Russie, « protectrice des chrétiens en Orient ». Un traité dûment conclu entre la Russie et la Géorgie (1783) garantissait à celle-ci l'indépendance politique et l'intégrité territoriale, et en même temps il devait ouvrir la voie désirée vers la civilisation européenne. L'espoir fut déçu. La Russie se montra bientôt foncièrement hostile à toutes les clauses du traité : la dynastie fut exterminée, les institutions nationales furent supprimées, l'église dépouillée de ses biens et soumise au Saint-Synode, la langue bannie, le territoire morcelé et distribué à tout venant... La charrue russe passa sur le pays et éteignit pour longtemps un foyer de rayonnement de l'esprit et de la culture méditerranéens. Le nom même de la Géorgie fut rayé de la carte du monde. C'est ainsi que la Géorgie s'ouvrit la voie tant désirée pour renouer les relations interrompues avec l'Occident.

Le peuple géorgien tenta plusieurs fois de secouer le joug moscovite au cours du dernier siècle, mais tout fut inutile, tous les mouvements insurrectionnels furent noyés dans le sang. Restait encore un domaine, inaccessible et inattaquable, celui de la vie morale du pays. On avait beau détruire les monuments historiques, supprimer les institutions nationales, bannir la langue, fermer les écoles, le peuple restait résolument réfractaire à toute mesure de russification et gardait jalousement ses traditions glorieuses, ses mœurs et coutumes, ses poésies, ses aspirations. Il ne rêvait que de sa

renaissance, de la réparation du crime perpétré par la Russie sur sa vie nationale. Il scrutait l'horizon et guettait le moment propice pour se redresser et reconquérir ses droits foulés aux pieds.

Ce moment arriva. La grande guerre ouvrit les Détroits et ébranla l'impérialisme russe, ces deux conditions à la fois nécessaires pour que la Géorgie put reprendre librement la direction de son sort. Elle n'y manqua point. Le 26 mai 1918 eut lieu la déclaration de l'indépendance. Ce qui retient l'attention dans cet acte, ce sont les principes fondamentaux de la vie nationale et sociale qui y sont énoncés comme base de l'Etat.

Les principes de liberté individuelle, d'inviolabilité de la propriété privée, de suffrage universel et de coopération internationale, principes dont s'enorgueillit à juste titre l'Europe contemporaine, y trouvèrent leur expression lapidaire, et passèrent ensuite avec plus de précision dans la constitution élaborée par l'Assemblée Constituante. La Géorgie renouait ainsi le fil interrompu de son histoire et s'associait résolument au mouvement général du monde civilisé. Une démocratie au propre sens du mot se créait au carrefour de deux continents.

Etait-ce supportable pour la Russie sur laquelle n'a jamais passé le souffle de la civilisation méditerranéenne ? Là aussi nous vient à l'esprit une page de l'histoire de la Pologne. En 1831, la Pologne fut écrasée parce que ses nobles aspirations n'étaient pas compatibles avec l'esprit et les traditions du Congrès de Vienne. De même la renaissance de la Géorgie, tout imprégnée d'idées démocratiques, était incompatible avec l'esprit et les traditions de la Russie. Elle devait être écrasée comme la Pologne en 1831. C'est ce qui arriva.

*
**

Pour mieux comprendre la portée du malheur qui s'est abattu sur la Géorgie, il faut ne jamais perdre de vue la zone géographique où elle est située. C'est une zone de conflits et de luttes entre deux tendances, entre deux cultures, deux esprits, entre l'Europe et l'Asie.

Cette lutte remonte à l'antiquité. A la bataille de Salamine l'agression de l'Asie fut rejetée et la civilisation méditerranéenne fut sauvée du danger dont elle avait été menacée. La bataille de Vienne arrêta, en 1683, une autre agression de l'Asie et sauva une fois de plus la civilisation européenne de l'effondrement final. Les mêmes vagues asiatiques parties de Russie en 1920 et arrêtées dans leur course impétueuse devant les portes de Varsovie refluerent vers leur point de départ et submergèrent la Géorgie.

Salamine, Vienne, Varsovie ! Voilà la ligne brisée de cette lutte gigantesque qui se dessine clairement sur le fond de l'histoire. La Géorgie comme le Caucase tout entier est située à l'Est de cette ligne, mais elle n'en est pas moins incluse dans la zone du conflit. Jadis on disait d'elle qu'elle est un « avant-poste de la chrétienté ». On aurait plus de raison de dire qu'elle est un avant-poste de la civilisation européenne. C'est là qu'il faut chercher la véritable cause du malheur qu'elle endure. Elle succomba, écrasée sous le choc de deux mondes irréductiblement opposés et hostiles l'un à l'autre.

La Géorgie n'a vécu dernièrement que trois ans de liberté. Malgré cette courte période et en dépit de circonstances particulièrement difficiles, elle

avait tout de même réussi à projeter au loin les rayons de son génie créateur et de ses nobles aspirations. Ce sont ces aspirations et ce génie que la Russie soviétique avait voulu encercler et assiéger dans l'intention bien arrêtée de tout étouffer, de tout éteindre.

La lutte commença le 11 février 1921, mais elle n'est pas encore finie. Elle continue plus âpre, plus implacable que jamais. Jamais la Géorgie ne s'est trouvée dans une situation aussi difficile, mais elle n'a jamais eu aussi une conscience plus claire ni plus nette du danger d'extermination qui la menace et du devoir sacré envers soi-même et envers le monde de continuer la lutte contre le fléau universel. On a beau entourer le pays d'un cordon de soldats de l'armée rouge et l'infester par des agents du Guépéou, la jeune et vigoureuse conscience nationale s'élève comme une flamme invisible, réchauffe les cœurs et crée des héros, conscience solidement trempée, éveillée par les nécessités réelles du peuple géorgien, par son histoire, ses traditions... Le peuple ne veut pas s'incliner devant la barbarie qui ne se fait pas scrupule dans le choix d'atroces représailles. Et les héros tombent, les uns sur le champ de bataille toujours ouvert, les autres dans les prisons et les cachots; d'autres encore dans les plaines glacées des régions polaires inhabitables, où ils sont déportés par milliers. Voilà dix années que cette lutte continue, lutte sans répit et sans victoire de part et d'autre, mais que de héros se dressent ! Combien d'entre eux marchent de l'avant, toujours prêts à offrir leur vie en holocauste à la Patrie bien-aimée.

C'est la nation qui lutte; le conçoit-on ?... C'est ce qu'il faut bien comprendre. Dieu parle, il faut qu'on lui réponde ! Il faut que chacun prenne part à cette lutte dont la grandeur même est une garantie de la victoire finale et de la liberté.

G. G.

UNE PAGE D'HISTOIRE DE L'UKRAINE

Il n'est pas sans intérêt, au moment où le problème de l'Etat européen et de l'Ukraine en particulier acquiert une importance de plus en plus grande, de signaler ce que fut l'Ukraine à la fin du dix-septième et au commencement du dix-huitième siècles.

A cette époque, bien qu'une assez grande partie des terres ukrainiennes se trouvât englobée dans les limites de la Pologne et qu'une autre partie, tout aussi considérable, fut placée sous l'influence du Khan de Crimée, l'Ukraine faisait encore figure d'Etat indépendant. Il est vrai que c'était là un semblant de souveraineté nationale fort peu respectée par les tsars de Moscou. Toutefois, la nation ukrainienne, qui, en termes de chancellerie dans la diplomatie, était désignée sous le nom de « nation cosaque », gardait jalousement ses libertés.

Ainsi, malgré la tutelle de plus en plus lourde de la Moscovie, l'Ukraine se trouvait encore régie par un chef plus ou moins librement élu (c'était le célèbre Jean Mazepa); l'administration ne dépendait que de ce dernier; l'armée n'obéissait qu'à lui seul; la noblesse demeurait jalouse de ses prérogatives; le clergé atteignait à une haute culture et le peuple s'affirmait,

fier d'avoir toujours « aspiré à être libre », ainsi que l'a si bien caractérisé Voltaire.

L'épopée romanesque de Mazepa qui, luttant pour l'indépendance de son pays, s'allia à Charles XII de Suède, sans pouvoir toutefois briser la force brutale de Moscou, est bien connue. La bataille de Poltava, fatale à l'Ukraine, fut la cause de sa première émigration politique. L'on vit alors des milliers de patriotes prendre le chemin de l'exil.

A la mort de ce héros, les Ukrainiens qui avaient suivi Mazepa ne désespérant pas de leur cause, décidèrent de maintenir un centre national et ils élurent un chef suprême, selon les lois et usages de leur nation. Ils lui adjoignirent des personnalités éminentes dans les fonctions ministérielles et les hauts grades militaires. Une charte constitutionnelle prévoyant les moindres détails de la vie politique, économique et sociale du pays et prête à être appliquée dès que l'Ukraine serait libérée du joug russe fut élaborée en même temps. Elle constitue un document intéressant d'un constitutionnalisme libéral uni au principe d'une monarchie élective, tel qu'il existait en Pologne et à Venise, document, précédent d'un siècle, la constitution polonaise de 1771 et les principes de la révolution française.

Le choix des émigrés ukrainiens se porta sur le collaborateur le plus intime de Mazepa, sur Philippe Orlik, qui fut élu hetman le 15 avril 1710.

Philippe Orlik naquit le 11 octobre 1672. Il descendait d'une très ancienne famille qui donna plusieurs hommes de guerre et plusieurs administrateurs éminents, qui fut alliée à d'illustres familles des noblesses ukrainienne, polonaise, tchèque, hongroise et allemande et qui obtint les titres de barons du Saint-Empire Romain et de comtes en Bohême et en France. Le père de l'hetman, Etienne Orlik, se distingua pendant la guerre contre la Russie par sa bravoure et ses qualités stratégiques; sa mère appartenait à l'illustre famille des comtes Malachowski.

Après avoir fait de brillantes études à l'Académie de Kiev, le jeune Philippe Orlik fut distingué par l'hetman Mazepa qui l'attacha à sa personne. Il prit part à des expéditions contre les Turcs et remplit plusieurs missions délicates à Moscou et à Varsovie. En 1702, il assuma la direction de la politique étrangère et fut le confident le plus intime de Mazepa qui préparait déjà la guerre contre la Russie aux côtés de la Suède et de la Pologne. L'on sait que les partis français et suédois avaient appelé au trône Stanislas Leszczinski, futur beau-père de Louis XV. Ce fut en cette qualité que Philippe Orlik dirigea tous les pourparlers du Gouvernement de l'hetmanat avec la Pologne et la Suède et qu'il put s'assurer les sympathies turques. Dans le même temps, Mazepa et Orlik surent dissimuler leurs projets à Pierre de Russie au point qu'il ne se rendit compte du danger qu'au dernier moment, c'est-à-dire lorsque Charles XII traversait déjà le Dnieper. Après l'échec de Poltava, Orlik resta le fidèle compagnon de son chef expatrié; il ne le trahit pas malgré toutes les propositions qui lui furent faites par Pierre I^{er}. Il accompagna Mazepa et Charles XII à Bender, en Bessarabie, où le vieil hetman s'éteignit après avoir confié à Orlik toutes ses archives, lui laissant le soin, pour ainsi dire, d'exécuter son testament politique.

L'émigration ukrainienne de 1710 présentait un aspect exceptionnel. Le gouvernement, l'armée, on eut dit toute la nation, s'étaient retirés à Bender. Mazepa mort, le pouvoir suprême se trouva entre les mains d'Orlik.

Cependant, en Ukraine même, les Russes établissaient un autre gouvernement, soi-disant librement élu, à la tête duquel fut placé le vieux

colonel Skoropadski qui eut la pusillanimité d'abandonner Mazepa et le parti des patriotes. Cette circonstance incita les émigrés ukrainiens à procéder à l'élection d'un nouvel hetman et à veiller jalousement à la conservation des pouvoirs suprêmes de l'administration et de l'armée auxquels plusieurs milliers d'émigrés jurèrent fidélité et obéissance. Ils étaient mûs par le désir de prouver tant à leurs compatriotes qu'au monde entier que l'Ukraine ne reconnaissait pas l'occupation russe, qu'elle ne cessait pas la lutte et qu'elle affirmait d'une façon continue sa volonté de vivre libre.

Après avoir été élu hetman, le 5 avril 1710, Philippe Orlik, de concert avec les hauts dignitaires, ses généraux et les délégués des émigrés, élaborait une constitution, admirablement conçue, qui réglait toute la vie nationale. En même temps des accords furent conclus avec le roi de Suède qui promettait sa protection à l'Ukraine, et avec le Khan de Crimée qui assurait à l'hetman une alliance contre la Russie. La Porte Ottomane de son côté, prête à entrer en guerre, suivait d'un œil favorable l'activité d'Orlik et des émigrés ukrainiens auxquels elle accordait l'hospitalité en Bessarabie.

On se préparait aussi à une intervention armée en Ukraine. Pendant que les Turcs cernaient l'armée russe sur le Pruth, Orlik attaquait Bila Tzerkva qu'il prit rapidement, contribuant ainsi à l'éclatante victoire remportée par les Turcs sur Pierre I^{er}, victoire qui décida du traité de Pruth. En vertu de ce traité, l'empereur de Russie reconnaissait l'indépendance de l'Ukraine et prenait l'engagement de retirer ses troupes du pays.

La signature de ce traité n'empêcha pas la Russie, alors alliée de la Pologne d'Auguste II de Saxe, de le violer peu après. Malgré la résistance acharnée de l'hetman et les succès remportés à Ouman par les colonels Popovitch et Perebeynis, Orlik fut battu et obligé de se retirer à nouveau en Turquie.

Ne désespérant pas du succès de sa cause, Orlik se rendit en Suède sur l'invitation de Charles XII. Il y fut traité en souverain d'un Etat ami et allié, ainsi que l'établissent les documents diplomatiques; il y passa plus de cinq ans, travaillant sans cesse à former une coalition européenne contre la Russie. Ses efforts visaient en premier lieu à obtenir l'adhésion de la France, de la Turquie et des puissances qui avaient à cette époque partie liée avec la politique du cabinet de Versailles. Il voulait s'assurer la neutralité amicale de l'Angleterre en écrivant au roi George I^{er}, à qui le roi Frédéric de Suède l'avait chaleureusement recommandé en 1720.

En dépit de son séjour dans les Etats de l'Empereur d'Allemagne et en Pologne, où il avait d'importants intérêts personnels, il ne changea jamais d'orientation politique. La Pologne d'alors était gouvernée par ses rois saxons; elle désirait conserver ses provinces ukrainiennes; c'est pourquoi elle était hostile à la politique de l'hetman. Le généralissime des armées polonaises, Sieniawski, avait trahi la confiance d'Orlik et, malgré les saufs-conduits délivrés par le Gouvernement de Varsovie, il avait essayé de le livrer aux Russes. L'hetman se rendit ensuite en Turquie en passant par la Bessarabie et arriva à Salonique, où les Turcs le retinrent presque comme prisonnier. Il finit enfin par se fixer en Moldavie, à Jassy, où il habita chez le prince Mavrocordato, jusqu'à sa mort en 1741.

Pendant tout ce temps, Orlik ne cessa d'entretenir une correspondance active avec les ambassadeurs de France à Constantinople, les commandants de l'escadre française en Méditerranée, les ministres français, le roi Stanislas Leszczyński, les hommes d'Etat suédois, les vizirs du Sultan, le

prince Rakoczy, le cardinal Alberoni, le général des jésuites et de nombreuses personnalités politiques et hauts dignitaires.

Dans les nombreux mémorandums qu'il a laissés, Orlik expose les droits de l'Ukraine et de la « nation cosaque » à l'indépendance, développant la thèse que la Russie n'avait jamais eu de droits sur l'Ukraine dont il était lui duc et souverain, librement élu par les ukrainiens. Il était assisté dans cette tâche par son fils Grégoire, qui devint général en France, chevalier de Saint-Louis et confident de Louis XV dans le « Secret du Roi ».

Orlik demeura jusqu'à sa mort en relations suivies avec sa patrie; il y envoyait des émissaires et faisait parvenir à ses partisans, toujours fortement opposés à la mainmise russe, des manifestes et des lettres dans lesquelles il rendait compte à ses compatriotes de son activité diplomatique et de la propagande qu'il ne cessait de poursuivre en faveur de son pays.

Le travail énergique d'Orlik et son inépuisable persévérance dans la construction de plans longuement étudiés et attentivement examinés par les cabinets de Versailles, de Saint-James, de Stockholm, de Stamboul et de Varsovie, nous le montrent non seulement comme un patriote émérite, mais aussi comme un homme d'Etat habile et compétent dans la situation politique de l'Europe.

On est frappé de la ressemblance qui existe entre la situation des émigrés d'alors et l'activité déployée de nos jours par les émigrés de cette même Ukraine. C'est toujours cette menace pour les occupants russes, les procédés tout aussi scandaleux des représentants moscovites qui traquèrent les collaborateurs d'Orlik, qui enlevèrent mystérieusement Woynarowski, Hercyk, Nachimowski, capturés par eux dans les capitales étrangères. Les procès d'autrefois recommencent, dirigés moralement contre des hommes d'Etat étrangers que l'on accuse de collaborer avec l'adversaire; c'est encore la diffusion systématique de fausses nouvelles, montrant cet adversaire vendu aux puissances ennemies. N'a-t-on pas accusé Orlik d'avoir reçu des subsides de la Pologne et de la Turquie au profit desquels il aurait pris l'engagement d'asservir sa patrie.

Orlik démontra que la puissance moscovite était extrêmement dangereuse pour la paix de l'Europe et il l'adjurait de s'unir contre ce danger. Il prouva que le fait de l'existence d'une Ukraine libre, unie par des traités d'alliance à ses voisins occidentaux, écarterait définitivement de l'Europe le danger d'une avance de Moscou vers l'Occident et celui de l'extension territoriale d'un Etat organisé et gouverné à l'encontre des Etats européens.

C'est pourquoi il estimait nécessaire de cimenter une alliance entre la France, la Turquie, l'Angleterre, la Suède et la Pologne, à laquelle le Pape aurait donné adhésion du fait de l'heureuse libération d'un pays chrétien. Cette alliance devait imposer à la Cour de Saint-Pétersbourg des conditions territoriales dont la première eût été l'indépendance de l'Ukraine, la rétrocession des pays Baltes et des provinces Blanc-Ruthènes de la Pologne.

Dans les correspondances des divers Cabinets de l'époque, nous retrouvons continuellement les traces de l'attention qu'ils apportaient à l'étude de ces projets.

Ainsi, le Cabinet de Versailles, que ses agents à l'étranger informèrent maintes fois des intentions d'Orlik, revenait continuellement aux projets de l'hetman. Il y attachait un intérêt tout particulier, proposant même de les présenter au congrès de Nemirov, tenu en Ukraine en 1738 et qui avait pour but de régler définitivement le sort de la patrie de l'hetman, ou à celui de Belgrade, en 1741. En font foi les lettres et rapports du comte des

Ailleurs et le marquis de Villeneuve, ambassadeurs à Constantinople; de M. de Campredon et du marquis de Castel, ministres à Stockholm; de M. de Monti, ministre à Varsovie; de M. de Pochas, secrétaire de la Légation de France en Transylvanie; du comte de Chauvelin, du cardinal de Fleuri et du maréchal de Villars, ministres français; du marquis d'Antin, amiral commandant de la flotte française en Méditerranée.

Une fatalité que rien ne faisait prévoir et les révolutions intérieures qui bouleversèrent la Pologne et la Turquie empêchèrent la réalisation des plans de l'hetman, plans souvent repris sous l'inspiration de son fils Grégoire, désireux de poursuivre l'œuvre de son père après sa mort aussi bien que par l'initiative des divers gouvernements européens chez lesquels se manifestait déjà un réel intérêt pour l'Ukraine.

L'hetman Orlik mourut fort mystérieusement à Jassy en Moldavie, vraisemblablement au cours de l'année 1742. Le prince Mavrocordato, qui nourrissait de profondes sympathies envers cet homme instruit et qui aussi fin diplomate que patriote éprouvé, imbu de principes d'honnêteté et de moralité extrêmement élevés, ne manqua pas de conserver pieusement les archives de l'hetman. Il les envoya plus tard à l'ambassadeur de France à Constantinople qui, à son tour, les remit à Grégoire Orlik, fils du défunt.

D'après les sources russes, l'hetman serait mort assassiné. Cette version n'est confirmée par aucun document et n'a pour elle que l'opinion des historiens russes; néanmoins, *is scit, cui prodest...*

Sources : Archives du Ministère des Affaires étrangères à Paris. Correspondance politique. Consulaire. Mémoires et Documents. Archives d'Etat à Vienne. Archives d'Etat à Londres (Record Office). Archives des princes Czartoryski, à Cracovie. Fr. Rawita Gawronski : *Filip Orlik*, Kwartalnik Historyczny, 1899 (en polonais). Théodore Golijuck : *Philippe Orlik en Galicie*, 1906 (en ukrainien). N. Kostomarov : *Mazepa et mazéapistes*, 1855 (en russe).

A. TARNÉ.

LE PROJET DE FÉDÉRATION D'ASIE CENTRALE

La presse du Turkestan commence à parler de la création prochaine d'une Fédération de républiques d'Asie Centrale. D'après le projet bolchevik, cette Fédération doit comprendre les républiques ou régions autonomes actuelles d'Ouzbékistan, du Kirghizistan, du Turkménistan, du Tadjikistan et du Karakalpakstan. En d'autres termes les Kazaks (Kakak-Kirghizes comme on les désignait auparavant) qui constituent l'élément turk le plus important au Turkestan doit en être exclu.

Cette question d'une Fédération d'Asie Centrale n'est pas nouvelle. Après les tentatives faites pour grouper tous les peuples turks du Turkestan et ceux de l'Idil (Volga)-Oural sous forme d'une république turkes-tanienne, ainsi que le préconisait la résolution prise à la Conférence des « Organisations communistes musulmanes », à Tachkent, en 1919, les communistes-nationalistes du Turkestan se mirent à chercher d'autres moyens pour réaliser ce groupement de peuples turks en une seule et unique nation. Il convient d'ajouter que les auteurs du projet de groupement de tous les

peuples turks en deça de la mer Caspienne pour en former une république turkestanienne s'en tenaient strictement à la plateforme soviétique. Ils se représentaient cette future Fédération sous forme de république soviétique dans le cadre de la Russie soviétique. Cependant les bolcheviks, qui avaient jusqu'alors favorisé ce groupement, non seulement des peuples turks, mais encore de tous les Musulmans d'Asie centrale et du Proche-Orient en une seule famille désignée sous le nom « d'Orient musulman soviétique », refusèrent non seulement d'appuyer ce mouvement, mais ils virent dans les naïves tentatives de leurs trop enflammés adeptes, ces néophytes des Soviets, un « danger contre-révolutionnaire » et ils s'empressèrent d'étouffer dans l'œuf leur « propre turkisme ».

L'un des historiens « soviétiques du mouvement révolutionnaire en Asie centrale », un certain Mouraveïski, de son vrai nom Lopoukhov, écrit dans son manuel à l'usage de ceux qui fréquentent les écoles du parti, que les « communistes musulmans ont essayé d'utiliser la politique nationale soviétique dans un but séparatiste et pour créer un groupement de peuples turks sous forme d'Etat national ».

Que dire alors de l'auto-détermination nationale si elle ne doit permettre aux peuples de se constituer en Etat national ?

Nous n'ignorons pas la réponse que les bolcheviks sont prêts à nous donner, aussi nous n'aurons garde de nous y attarder. Nous dirons seulement qu'en lançant leur mot d'ordre de « Pan-turkisme » et de « Pan-islamisme » les bolcheviks moscovites espéraient grouper sous un même étendard et autour de la Russie soviétique, les Turks et les Musulmans qui se trouvent en dehors des frontières soviétiques. Mais, pour ce qui est des peuples turks de Russie, les bolcheviks appliquaient une politique entièrement opposée, c'est-à-dire une politique de *divide et impera*.

C'est ce qui explique qu'aussitôt que le projet à peine ébauché des communistes-néophytes du Turkestan fut connu, le pouvoir central se mit à appliquer tout à fait à l'envers le mot d'ordre qu'il avait lancé touchant à « l'auto-détermination des peuples ». Non seulement il ne fut plus question d'unir les peuples turks d'au-delà de la mer Caspienne, mais encore ceux du Turkestan, centre de migration des peuples turks : Kazaks, Kirghizes, Uzbeks, etc... furent morcelés en un certain nombre d'unités auxquelles un décret de Moscou donna le nom de « Républiques nationales ».

Les communistes-nationaux du Turkestan redoublent d'efforts pour conserver au Turkestan son unité nationale. Ils proposent de créer ce qu'ils appellent une « Fédération d'Asie Centrale » dans laquelle entreraient tous les peuples qui constituent la population du Turkestan. Mais, sous cette forme même, les désirs des Turkestaniens ont paru inacceptables à Moscou. Voici du reste le témoignage de l'un des dirigeants de la politique moscovite au Turkestan à cette époque, certain M. Vareïkis dont on ignore complètement l'origine :

« L'idée d'une Fédération d'Asie Centrale, dit ce personnage, est extrêmement populaire aussi bien que légale au sein de l'organisation du parti du Turkestan... mais il existe de ces moments, des circonstances telles, poursuit M. Vareïkis, que les questions politiques jouent un rôle décisif, alors que les questions économiques ne jouent qu'un rôle secondaire, moins encore... » Et M. Vareïkis reconnaît que la présentation du problème de la « délimitation nationale » a suscité précisément ces « moments politiques ».

Il est à remarquer que, quelque temps avant la réalisation de la « déli-

mitation nationale » au Turkestan, le « Conseil économique de la république du Turkestan » publia un travail remarquablement documenté au sujet de l'unité économique de tout le Turkestan. En se basant précisément sur ces données, le pouvoir central projetait à l'époque la suppression des républiques du peuple de Boukharie et de Khorezmie (Khiva) et leur fusion avec les autres parties du Turkestan.

Mais, lorsque ces considérations économiques furent présentées par les Turkestanais, en tant qu'argument au profit de la conservation de l'unité du Turkestan, ces mêmes Vareïkis s'empressèrent de mettre en avant les « moments politiques » rejetant à l'arrière-plan la « question économique ».

Les bolcheviks moscovites eurent encore un argument de droit emprunté à la science bourgeoise contre l'idée d'une « Fédération d'Asie Centrale ». Voici ce que dit à ce sujet ce même Vareïkis :

« Il est impossible pour le moment de créer une Fédération d'Asie Centrale, non seulement pour des motifs d'ordre pratique, mais encore pour des questions de forme. Une Fédération comporte l'union de différents Etats. Comment pouvons-nous créer cette union ou, pour mieux dire, cette Fédération lorsque les alliés n'existent pas encore, lorsque ces nouveaux Etats n'ont pas encore pris consistance ? » (Cf. Vareïkis et Zelenski. — Délimitation nationale d'Etat en Asie Centrale. — Tachkent, 1924, pp. 50, 52 et 54).

Il est certain que, chez les bolcheviks, doit exister moins de considération envers les vérités de la science bourgeoise qu'envers les vérités du marxisme. Nous avons vu précédemment la manière dont les bolcheviks s'étaient conduits avec leur catéchisme marxiste lorsqu'il s'était agi de briser l'unité du Turkestan : pour des raisons politiques ils rejetèrent la question économique au troisième plan ; la vérité marxiste ne pouvait être appliquée dans le processus de politique soviétique nationale au Turkestan. Mais voici qui est digne de remarque : la vérité de la science du droit d'Etat bourgeois apparaît parfaitement à sa place et aussitôt le pouvoir central moscovite saisit cette occasion : il fallait, paraît-il, pour la création d'une Fédération d'Asie Centrale, l'existence préalable d'Etats dûment formés, susceptibles ensuite d'être unis.

Il est cependant permis de se demander : lorsqu'en 1918, les bolcheviks déclarèrent le Turkestan partie intégrante de la Fédération soviétique russe, est-ce que le Turkestan existait alors en tant qu'Etat constitué. Ou bien encore, lorsque l'Ouzbékistan et le Turkménistan se proclamèrent membres de l'Union soviétique, existaient-ils en tant qu'Etats indépendants ?

Il suffit de poser ces questions pour se convaincre facilement de l'hypocrisie éhontée, nous dirons même des paroles trompeuses de MM. les Bolcheviks. Lorsque les bolcheviks russes avaient besoin de justifier leur refus de venir en aide aux affamés du Turkestan, ils ne craignaient point de dire :

« Les Kirghizes du Turkestan sont faibles économiquement au point de vue marxiste, et de toute façon ils sont appelés à disparaître. C'est pourquoi, au lieu de leur venir en aide... » (Cf. le livre de Tourar Ryskoulov, *La Révolution et les allogènes du Turkestan*, Tachken éd. d'Etat, 1925).

En d'autres termes, la « théorie économique » marxiste a servi aux bolcheviks moscovites pour justifier leur « politique de famine » au Turkestan.

La « théorie économique » du marxisme est reléguée à l'arrière-plan

lorsqu'ils ont besoin de justifier leur politique d'étouffement national au Turkestan.

Le droit d'Etat bourgeois est sans valeur aucune lorsqu'il est question de la Russie soviétique; par contre, ce même droit peut fort bien servir d'écran lorsque les bolcheviks moscovites ont besoin de détruire l'unité historique, nationale et économique du Turkestan...

Et, sur toutes ces bassesses, les bolcheviks russes ont planté le drapeau de la Révolution, de la soi-disant révolution « libératrice » !

Ainsi les bolcheviks ont morcelé le Turkestan en un certain nombre de républiques « autonomes » et « indépendantes » et dans chacune d'elles, les agents moscovites se sont efforcés d'appliquer une politique de disputes entre nationalités. Dans les écoles ils inculquent déjà aux enfants l'idée qu'ils n'appartiennent pas à une famille unique de peuples turks au Turkestan, mais qu'ils appartiennent à différentes « nationalités », aux nationalités kazakes, kirghizes, uzbèkes, etc... Ainsi jetées, ces graines de la politique bolcheviste des nationalités peuvent fort bien donner des fruits non dépourvus d'amertume.

Dans chacune de ces « républiques » dites « nationales » s'organisaient des « foyers nationaux de culture prolétarienne », des cadres également « nationaux », des institutions d'Etat « nationales ». Entre les organes nationaux et les institutions des diverses républiques surgissaient des disputes et des rivalités. Chaque « république nationale » au Turkestan possède des agents payés par Moscou ayant charge d'appliquer la ligne moscovite dans la question touchant à la solution des « problèmes entre nationalités ». C'est ainsi par exemple que, pour certains Kazaks au Kazakhstan, un Uzbek est considéré comme un étranger alors qu'un Russe est considéré comme « sien ».

La politique moscovite est ainsi faite : un Uzbek, par exemple, au Kazakhstan et un Kazak en Ouzbékistan sont considérés comme des minorités nationales orientales, dans le temps même où un Russe, dans n'importe laquelle des « républiques nationales » du Turkestan n'est pas considéré comme minorité nationale. Il est simplement « Européen », « porteur du pouvoir de la dictature du prolétariat russe », de ce pouvoir par la grâce duquel sont nourris les agents salariés d'entre les allogènes du Turkestan...

La discussion publique du projet de « Fédération d'Asie Centrale » n'a pas encore commencé et cependant les journaux du Turkestan parlent déjà de « résistance », d'hostilité dans les milieux intéressés contre cette « Fédération ».

Il nous souvient qu'à l'époque de la « délimitation entre nationalités » au Turkestan, une forte agitation régnait parmi les allogènes. De vives protestations furent même élevées, mais la presse soviétique se garda bien d'en parler.

De nos jours, alors que la question de créer une Fédération d'Asie Centrale a été soulevée, Fédération qui, d'après le témoignage même de M. Vareïkis, avait l'approbation entière et légale des organisations du parti au Turkestan, la presse soviétique s'empresse de crier à l'hostilité et à la résistance « manifestée par les organisations du parti des différentes républiques nationales ! »...

Quoi qu'il en soit, nous constatons l'existence d'un projet de Fédération d'Asie Centrale.

Quelle attitude doivent observer à cet égard les allogènes du Turkestan? Deux opinions ne sauraient prévaloir à ce sujet. *Tous les Turkesta-*

niens, quelle que soit leur tendance politique, que ce soient les communistes ou les anti-communistes, tous sont partisans d'une Fédération turkestanienne, serait-elle même sous cette forme imparfaite.

Nous estimons que le projet soviétique est imparfait du fait que la partie kazake du Turkestan en est exclue. Néanmoins, tel quel, ce projet peut être d'une grande utilité dans la question touchant à l'union progressive et définitive de tout le Turkestan, à la création d'un Etat unique au Turkestan qui répondrait aux aspirations bien légitimes de tous les Turkestaniens.

Il faut s'attendre certainement à ce que les bolcheviks s'efforcent de susciter des « désaccords entre nationalités ». Mais nous sommes profondément convaincus que les provocations moscovites ne répondront point aux espoirs de Moscou et que l'eau de la Fédération soviétique d'Asie Centrale ira se déverser dans le moulin du *Turkestan national, libre et indépendant*...

Moustapha TCHOKAÏEFF.

Le Plan Quinquennal et les Territoires Nationaux du Caucase du Nord

Le présent aperçu a été rédigé d'après les données publiées par M. L. Vitt, dans les numéros 6 et 7 du journal *La Révolution et le Montagnard*, sous le titre : « L'industrie quinquennale des territoires nationaux du Nord du Caucase ». Il ne traite que des régions incorporées administrativement dans le territoire Nord-Caucasien, c'est-à-dire des régions autonomes suivantes : Tchetchnie, Ingouchetie, Ossétie, Kabardie-Balkarie, région des Tcherkesses, des Karatchaï et des Adighes. L'absence de documentation en ce qui concerne le Daghestan, le Kouban montagneux et la région du littoral de la Mer Noire, ainsi que l'arrondissement actuel du Terek, ne nous permet point d'inclure ces régions, également nord-caucasiennes, dans le présent aperçu. Ainsi l'activité économique des Soviets, disons plutôt ses perspectives imaginaires et son plan quinquennal mirifique ne pourront, en ce qui concerne la totalité du territoire de la République des Montagnards, être entièrement mise à jour. La documentation produite n'épuisera point, d'autre part, les puissantes possibilités économiques de ladite République, mais dans la mesure même où ces possibilités seront exploitées, l'aspect économique du pays ne peut manquer de se transformer. Qu'on n'aille point cependant en déduire que, du fait de cette transformation, la situation matérielle des masses populaires s'en trouvera améliorée; l'absence de tous droits politiques, la complète dépendance du pays de l'administration de Moscou, la présence sur le territoire circassien des armées d'occupation, privent les véritables possesseurs du pays de toute possibilité de tirer parti de ses richesses.

La politique économique des bolcheviks sur les confins à l'état d'oppression, a suivi la même voie que celle du précédent régime, que celle de l'impérialisme tsariste. Le développement économique de ces colonies et semi-colonies était artificiellement empêché; tout au plus, comme autre-

fois, ces pays étaient destinés à jouer le rôle de fournisseurs de matières premières pour les besoins de l'industrie de la métropole; ils servaient en même temps de marché pour l'écoulement de ses produits. Et s'il advenait que quelque transformation se produise, c'était toujours dans un sens préjudiciable à la population des confins. Le monopole du commerce extérieur et son protectionnisme imposent aux allogènes des marchandises soviétiques à la fois chères et de qualité inférieure en même temps qu'en quantité fort limitée. Les demandes réitérées des communistes locaux en ce qui concerne le développement plus intense de l'industrie dans les confins restaient toujours sans suite. Les innombrables projets envoyés des confins, les plans de production et d'édification restaient sans attention, tout comme auparavant. Mais lorsqu'il s'agissait d'une entreprise ayant une portée générale, touchant à « l'intérêt de toute l'Union », le pouvoir se montrait généreux et empressé. Dès lors, les entreprises de ce genre étaient détachées des administrations locales pour être rattachées au centre et la main-d'œuvre (envoyée bien entendu de Russie comme étant plus sûre), le matériel technique et les moyens financiers abondaient. Comme récompense, la métropole emportait tout le bénéfice de ces entreprises. Lorsque le Comité exécutif tchetchène voulut, en 1925, demander à Moscou qu'un demi pour cent (1/2 %) des bénéfices sur le naphte de Grozny lui fut alloué, le gouvernement central répondit par un refus. Une semblable demande adressée à Moscou par le Comité exécutif d'Ossétie, touchant une part, oh ! bien minime, des bénéfices sur les le zinc circassien (mines d'Alaghir), fut tout aussi catégoriquement repoussée. Il convient de remarquer, qu'au point de vue économique, les régions « autonomes » nord-caucasiennes sont particulièrement déshéritées. Désireux de disloquer le plus possible, le bloc nord-caucasien, le pouvoir soviétique a divisé le territoire des Montagnards en toute une série de régions « autonomes ». Cette mesure administrative-policière a ainsi disloqué un organisme culturel-usager et politico-économique unique en toute une poussière d'unités, incapables individuellement de toute création matérielle et obligées de s'en remettre à la grâce, ou plutôt, à la « disgrâce » de Moscou. Ainsi Moscou s'est manifestement désintéressé du développement économique des « territoires nationaux » placés sous sa domination. Il leur a été toutefois laissé l'exploitation des entreprises qui sont restées de l'époque antérieure. Si l'on excepte en effet les puissantes entreprises du « Groznapt » et du « Sevkavtsink » dont il a été parlé, l'industrie desdites régions autonomes disposait encore en 1926-1927 de 133 entreprises estimées à 4 millions 360.356 roubles, ayant un personnel de 1.027 hommes et une puissance technique de 3.989 HP.

Les autres régions « autonomes » présentaient un aspect bien plus pénible encore. La Tchetchnie, par exemple, ne possédait à l'époque que sept petites entreprises, pompeusement désignées sous le nom « d'usines ». L'Ingouchétie n'en possédait que huit et l'Ossétie vingt du même type.

Il est certain que sous cet aspect, l'industrie locale ne pouvait avoir aucune influence sur la vie économique des pays circassiens. Les immenses possibilités économiques restaient inexploitées, la masse des paysans pauvres était obligée de chercher ailleurs sa subsistance, le pays conservait son romantique exotisme avec sa pauvreté.

Dorénavant, écrit A. Vitt, tout doit changer. « La politique nationale du parti, écrit encore ce dernier, donne aux nationalités, autrefois opprimées, la possibilité de s'engager dans la large voie de l'édification socia-

liste. » A. Vitt voit cette possibilité dans la réalisation du plan quinquennal. En vertu de ce dernier, une somme de 740 millions de roubles doit être investie dans l'industrie des « régions autonomes ». Plus de soixante nouvelles entreprises doivent être créées; le nombre d'ouvriers doit atteindre le chiffre de 45.000. La répartition de ces millions par régions et par types d'entreprises est même indiquée; ce sera :

Pour la Tchetchnie : 597 millions de roubles.

Pour l'Ossétie : 48 millions de roubles.

Pour l'Ingouchetie : 33 millions de roubles.

Pour le territoire Kabardino-Balkare : 30 millions de roubles.

Pour le territoire des Adighés : 14 millions de roubles.

Pour le territoire Karatchaï : 8 millions et demi de roubles.

Pour le territoire des Tcherkesses : 1 million et demi de roubles.

La répartition de ces millions par genre de production a été ainsi faite :

Industries, du naphte : 560 millions de roubles; du ciment : 39 millions; des produits chimiques : 34 millions; des métaux de couleur : 23 millions; du bois : 17 millions; du travail des métaux : 8 millions; de la briquetterie-tuilerie : 2,5 millions; de la chaux et du plâtre : 2,5 millions; d'autres matériaux de construction : 2 millions; du papier : 5 millions; des produits alimentaires : 13,5 millions; des textiles : 13 millions.

D'autre part, une somme de 70 millions doit être utilisée pour les travaux d'électrification, à savoir : construction d'une station électrique sur la rivière Baqçan (en construction) : 23 millions; sur la rivière Ghizel-Don (aussi en construction) : 17 millions; sur la rivière Ardon : 23 millions; sur le canal Alkhan-Tchourt (en construction) : 5 millions; sur le fleuve Kouban : 12,5 millions.

Dans l'ensemble, les entreprises industrielles devront fournir en 1932-1933 une production atteignant 757,8 millions de roubles; sur cette somme, 632 millions seront fournis par les exploitations de naphte...

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. La réalité soviétique abonde d'exemples où les plans bolcheviks sont restés dans le domaine de la fantaisie. Et dans le cas présent, nous pouvons dire que rien n'a encore été réalisé en ce qui concerne le plan quinquennal, dans la troisième année de son application, au Caucase du Nord. Mais en admettant même que le plan quinquennal se réalise, les résultats n'auront aucune suite bienfaisante pour les Montagnards. L'on a vu que les sommes investies portaient principalement sur la Tchetchnie (597 millions) et sur l'Ossétie (48 millions). La part du lion a été faite à la Techtechnie, à l'industrie du naphte et à l'Ossétie avec son industrie métallurgique, c'est-à-dire aux régions et aux branches industrielles qui se distinguent tout particulièrement par rapport aux autres. Or, l'on sait que la « Groznaphth » et la « Sevkavtsink » ne sont en aucune façon liées à l'administration locale, pas plus qu'avec la population. Le gouvernement central en possède la direction dans ses mains et les bénéfices qu'il en retire vont dans la caisse de « l'Union »; et quant à la main-d'œuvre locale elle est peu ou point utilisée.

Les affirmations de M. Vitt en ce qui concerne les « sommes considérables investies dans l'industrie des Territoires autonomes nationaux » sont loin de répondre à la réalité, et si l'on retire les 583 millions investis dans l'industrie du naphte et l'industrie métallurgique des 732 millions assignés, il ne restera plus en tout et pour tout que 149 millions de roubles..

Mais à côté de l'industrie considérée comme ayant une importance



« pour toute l'Union » dans les territoires nationaux, existe une industrie d'importance soit « régionale », soit « locale ». Cette dernière seule relève des organismes « nationaux-locaux ». L'industrie d'ordre « régional » se trouve aussi dépendante du centre régional de Rostov sur le Don, que l'industrie d'ordre « pan-unioniste » dépend de l'organisme central de Moscou. C'est ce qui explique le peu d'intérêt que présentent pour la population allogène les crédits alloués à l'industrie directement liée aux administrations locales. Dans les mêmes proportions diminue l'intérêt que présente pour la population locale ledit plan quinquennal, même s'il venait à être réalisé dans son entier. Le plan quinquennal ne peut intéresser que le Gouvernement central de Moscou. Dans les conditions où il se réalise, ce plan n'améliorera en rien la situation des véritables et légitimes possesseurs du Caucase du Nord.

BARAS-BIL.

En Azerbaïdjan

Nul n'ignore en ce moment, que le plan quinquennal n'a pu être réalisé que dans les proportions de 70 % à peine de ce qu'avaient prévu les économistes soviétiques. Mais cet échec dans l'industrialisation de l'économie rurale, de l'industrie des transports, etc... est attribué par les bolcheviks aux intrigues des impérialistes européens, ennemis de la classe ouvrière. Tout le monde est coupable, à l'exception des bolcheviks, de l'épouvantable cataclysme dans lequel se trouve plongée la Russie au point de vue économique. Et pour faire retomber cette faute sur d'autres que sur eux, le Guépéou, nos lecteurs s'en souviennent, a imaginé le procès dit du « Parti industriel » à Moscou. Après la condamnation de Ramzine et de ses collaborateurs, le journal *Pravda* déclara hautement qu'il ne restait en Russie une seule organisation sur laquelle les ennemis du pouvoir soviétique en Europe aient quelque chance de s'appuyer. La déclaration de ce porte-parole du parti communiste venait à peine d'être faite que ce même organe, la *Pravda*, commençait à préparer le procès des socialistes de Minsk, de la même manière que l'an dernier fut préparé le procès des Ukrainiens de Kiev. Et voici que nous arrive la nouvelle de la découverte à Bakou d'une organisation de saboteurs dans le domaine de l'industrie du naphte.

Si l'on étudie les facteurs de tous ces procès, il est facile de constater la gravité de la crise économique que traverse en ce moment l'U.R.S.S. Oui, en ce moment se prépare le procès des « saboteurs » de l'industrie pétrolière de Bakou.

Il n'y a pas longtemps cependant, que M. Lomov lui-même, *persona grata* de la hiérarchie soviétique, lequel dirige la vie économique de la Russie, a constaté la crise de l'industrie du naphte, mais il était loin de l'attribuer aux facteurs dont font en ce moment état les bolcheviks. M. Lomov voyait les causes de cette crise dans la décadence morale du parti communiste. En outre, il y a quelques trois mois, le Congrès des travailleurs qualifiés à Bakou, communistes par excellence, ne put s'empêcher de prévoir l'échec du plan quinquennal à Bakou. Les congressistes prédirent même toute une série de difficultés tant dans l'exploitation du naphte que dans l'exportation de ce naphte et de ses sous-produits. Et

pour justifier cet échec, il a fallu trouver un bouc émissaire. Après mûre réflexion, les bolcheviks ont cru trouver ce qu'ils cherchaient. Le journal *Kommounist*, organe officiel des communistes azérbaidjaniens, aurait découvert une organisation contre-révolutionnaire parmi les travailleurs qualifiés, lesquels seraient inculpés, *non seulement de sabotage, mais aussi d'espionnage au profit d'Etats étrangers*. Des arrestations ont été aussitôt opérées parmi les ingénieurs spécialistes. A signaler celle de Fatoulla bey Roustanbeyli, très populaire parmi la population qui l'entourait d'un grand respect.

Voici du reste, ce qu'écrit le *Kommounist* :

« La première page du procès du parti industriel à Moscou vient à peine d'être écrite, que l'on découvre une deuxième page de ce parti en Azerbaïdjan. » Des spécialistes ayant travaillé et travaillant encore dans d'importants établissements de naphthe auraient pris part à ce sabotage. Ils seraient accusés, selon le *Kommounist*, N° 293, des faits suivants :

« Mettant à profit les difficultés intérieures et extérieures du gouvernement soviétique, ces spécialistes, poussés par des forces extérieures, travailleraient dans l'intention de renverser le régime communiste en U.R.S.S. Escomptant la chute prochaine du régime, ils s'efforçaient de conserver de leur mieux les établissements de naphthe pour les anciens propriétaires et sous leur aspect antérieur. Dans le temps même où l'industrie pétrolière soviétique avait besoin de moyens et d'instruments pour intensifier l'industrie, ces spécialistes se faisaient un devoir de les cacher dans les caves au lieu de les utiliser. Et pour mieux discréditer le pouvoir soviétique, ils faisaient de l'agitation parmi les ouvriers, ils diminuaient les rations et s'abstenaient de fournir à temps la nourriture et les vêtements. »

Ces spécialistes, d'après le *Kommounist*, auraient commencé leurs agissements au temps lointain de la *NEP* :

« Voyant la situation difficile de l'économie soviétique les ingénieurs et autres spécialistes s'efforcèrent autant que possible d'aggraver cet état de crise et ce, dans le but de faciliter la pénétration du capital étranger à Bakou. A partir de 1925, l'unique but des personnes actuellement arrêtées consistait à prouver l'incapacité de l'économie soviétique à seule fin de faire passer dans les mains de concessionnaires étrangers des terrains pétrolifères. Ils s'efforçaient toujours de négliger les firmes de peu d'importance pour ne s'occuper que de l'amélioration des firmes de plus grande importance. La firme Nobel retint tout particulièrement leur attention; ils interrompirent l'exploitation du naphthe, du pétrole, de la benzine, afin d'en diminuer l'exportation... » En un mot, toute la presse communiste, la seule existante en Transcaucasie, depuis la *Zaria Vostoka* jusqu'au *Bakinski Rabotchi*, faisait savoir à grands renforts de grosse caisse que les saboteurs empêchaient l'exploitation et l'exportation du naphthe et ce, dans le but de priver l'industrie soviétique de combustible, et le gouvernement, des fonds que lui aurait procurée la vente de ces produits. De plus, ces spécialistes auraient travaillé selon les instructions des anciens propriétaires actuellement à l'étranger. Les subsides reçus par eux seraient même connus et s'élèveraient à 800.000 roubles-or. D'autre part, les saboteurs auraient fait de l'espionnage au profit d'Etats étrangers moyennant rétribution.

Le *Kommounist* promet de nous fournir des informations touchant à de prétendus actes de sabotage. Nous ignorons évidemment quels genres de

renseignements ce journal arrivera à combiner pour ses lecteurs. Mais il est un fait certain : c'est que, *dans l'industrie du naphte, règne une forte désorganisation*. Il suffit de signaler que la production du naphte au cours des mois de novembre, décembre et janvier, a baissé de 20 %. La crise est à ce point sérieuse que l'industrie du naphte d'Azerbaïdjan n'a pas été en mesure de fournir le combustible nécessaire à la Russie centrale. Le manque de pétrole se fait grandement sentir en Azerbaïdjan même; en Russie d'autant plus; à Moscou, à Petrograd une véritable famine de pétrole se fait sentir et la *panique règne*.

La *Krasnaïa Gazeta* signale l'apparition de queues aux portes des dépôts de pétrole des deux capitales. On observe le transport clandestin à la campagne de pétrole. La livraison du pétrole dans les magasins a été renforcée par un surplus de temps de trois heures par jour. Des mesures draconiennes ont été prises afin de veiller à la livraison stricte des normes fixées. L'exportation à l'étranger de naphte a baissé.

Parmi les ouvriers aussi la situation est loin d'être satisfaisante. Le journal toujours bien informé le *Times* signale des troubles très sérieux parmi les ouvriers d'Azerbaïdjan.

Dans les établissements pétroliers des grèves ont éclaté en signe de protestation contre la modicité des salaires et contre la trop longue journée de travail. De nombreux grévistes ont été fusillés. Des perquisitions en masse ont été effectuées dans les villages autour de Bakou, aussi bien qu'à Sourakhana, Balakhana, Machtag. Ceux qui ont été trouvés en possession de quelque arme ont été fusillés sans pitié. De plus, des brigades de choc ont été envoyées dans les provinces de l'Azerbaïdjan et à Batoum pour relever la discipline dans les transports. Les agents de ces brigades ont été mal accueillis dans nombre de rayons, sur la ligne Bakou-Batoum, par les paysans et les ouvriers azerbaïdjanais et géorgiens. Des bagarres sanglantes ont même eu lieu à la station de Poïli; à Naphtouloug trente-cinq ouvriers géorgiens et onze ouvriers azerbaïdjanais ont été tués; les agents des brigades de choc ont eu de leur côté de nombreux tués et beaucoup de blessés. Très certainement, les collaborateurs du *Kommunist* nous parleront de ces événements, mais dans un sens évidemment défavorable aux ouvriers géorgiens et azerbaïdjanais; ils ne verront autre chose que la main de la contre-révolution.

*
**

Le journal *Bilderich*, toujours bien informé sur les questions de Transcaucasie, a reçu des détails sur les représailles dont la population paysanne a été victime de la part du gouvernement des Soviets. Dans son dernier numéro (37) il annonce que quarante-deux paysans du Karabagh ont été fusillés sous l'accusation d'avoir entretenu des rapports avec les insurgés campés dans la montagne. Le correspondant donne un tableau suggestif des horreurs de la terreur bolcheviste. On leur lia les mains, on leur banda les yeux et, en présence de leurs familles et des villageois réunis, on les fusilla. Dans le district de Djebraïl, des personnes fort honorablement connues et jouissant d'une grande popularité, telles que Saryk Khan, Ali-bey et Bakhatyr ont été fusillées sans l'ombre d'un motif.

Il faut certainement chercher la cause de ces excès *dans la crainte qu'éprouve le gouvernement soviétique en prévision d'événements au cours du printemps prochain*.

Afin de désarmer la population azerbaïdjanienne, les bolcheviks ont organisé des Comités de *trois* et de *cinq*. Ces Comités se rendent dans les villages, invitent les chefs de village à prêter serment, leur remettent quelques subsides et les engagent à prendre part à cette campagne de désarmement de la population. Les villages n'ayant point fourni un nombre suffisant d'armes sont tenus de livrer dix de leurs concitoyens qui seront fusillés sans jugement. De nombreux villages évidemment s'insurgent contre ces mesures draconiennes. Dans le Nakhitchévan où la population a catégoriquement refusé de livrer des armes ou dix otages, un conflit s'est produit. Au cours de l'engagement, dix-sept femmes ont péri et soixante-dix paysans ont été fusillés.

Mais, en dehors des délits incriminés, nombreux sont les paysans qui sont fusillés pour avoir refusé de fournir du ravitaillement.

Au cours du mois de janvier de nombreux paysans avec leurs femmes, leurs enfants ont passé la frontière persane, emportant leur maigre avoir. Ils ont été établis par le gouvernement persan dans le district d'Ardébil.

Le journal *Odлу-Yourt* informe que douze insurgés géorgiens sont entrés en Perse où ils ont remis leurs armes aux autorités persanes. Ils ont été, sur leur désir, conduits à la frontière turque.

Le nombre de paysans émigrés en Perse s'accroît de jour en jour. Deux femmes géorgiennes et un prêtre ont passé la frontière à Bile-Sivar où ils n'ont pu subsister pendant six jours qu'en se nourrissant d'herbe.

L'on s'attend, au retour du printemps, à des événements graves. En prévision de ces événements le gouvernement soviétique a fait une certaine pression sur le gouvernement persan afin de l'inciter à refuser tout asile aux réfugiés du Caucase.

KAPLAN.

Pèlerins rouges ou la duplicité des bolcheviks

L'an dernier, à l'époque du Kourban Baïram, le Comité *Idil-Oural* avait ouvert une campagne de protestation contre les persécutions dont était l'objet la religion musulmane en U.R.S.S. Considérant que cette question intéressait tous les musulmans de l'ancienne Russie, nous envisagions de faire une campagne, au nom de tous les Comités musulmans se trouvant de nos jours dans le camp de l'émigration. Nous pensions envoyer à la Mecque, au moment du pèlerinage et au nom de tous les Comités réunis, une délégation spéciale susceptible d'éclairer l'opinion publique musulmane mondiale sur la situation désespérée dans laquelle se trouvent plongés les Musulmans de l'U.R.S.S. Dans ce but nous entrâmes en pourparlers avec les représentants des Comités musulmans de l'étranger, mais des circonstances jusqu'alors imprévues nous obligèrent à prendre seuls les responsabilités et à agir. Des difficultés d'ordre financier ne nous ayant point permis l'envoi d'une délégation dans les pays musulmans, le Comité *Idil-Oural* dut poursuivre sa campagne par voie postale et télégraphique.

Les résultats ne se firent point attendre et nombreux furent les chefs d'Etat, y compris le Pape et l'archevêque de Kenterbury, qui témoignèrent

leur sympathie au Comité. Ces témoignages de sympathie et l'intérêt que la presse d'Europe manifesta à l'époque furent pour le Comité Idil-Oural d'un précieux appui moral. Transportée sur le terrain mondial la question religieuse en U.R.S.S. eut pour effet d'obliger les bolcheviks à affaiblir la pression faite par eux sur le front anti-musulman : quelques mosquées fermées par les bolcheviks furent rouvertes et des ecclésiastiques, mullahs et muezzins, déportés à Solovki, furent relâchés et renvoyés dans leurs paroisses.

Mais les bolcheviks ne s'en tinrent pas là, et pour affaiblir la portée de la protestation élevée par le Comité Idil-Oural, des mesures exceptionnelles furent prises. Le correspondant du *Milli Yol*, au Hedjaz, donne effectivement le communiqué suivant : « Aux jours du grand pèlerinage de la Mecque des proclamations protestant contre la politique anti-musulmane des bolcheviks furent lancées dans la ville parmi les pèlerins par les soins du Comité Idil-Oural. L'effet produit sur l'âme de chaque Musulman fut énorme; un service solennel fut même célébré devant la Ka'aba pour que force fut donnée à la religion musulmane de résister à l'assaut de ses ennemis. Après la cérémonie religieuse, il fut décidé de demander à Ibn Sa'oud, roi du Hedjaz et gardien des Lieux Saints, de prendre en mains la défense de la religion musulmane en U.R.S.S.

A ce même moment, dans les rues de la Mecque apparut, dans un bruit incessant de sirène, une automobile décorée de drapeaux rouges portant l'insigne du marteau et de la faucille. Deux personnages l'occupaient. L'un d'eux, d'âge moyen, et l'autre ayant l'aspect d'un vieillard. L'on sut bientôt que le plus jeune n'était autre que Nazr Turakoulov, le représentant des Soviets au Hedjaz, membre du Komintern en même temps que résident du Guépéou; l'autre, le vieillard, était Abdourachid-Kazi Ibrahimov, ancien membre de la direction ecclésiastique musulmane de Russie au temps du tsar. L'on apprit aussi que le représentant soviétique était venu pour le pèlerinage. Et, en effet, M. Turakoulov, tout comme les autres Musulmans, accomplit les rites que comporte le *hajj*. Après avoir assisté à toutes les prières solennelles et accompli tous les rites, M. Turakoulov se rendit à Médine pour se prosterner devant le tombeau du Prophète. Comme il l'avait fait à la Mecque, M. Turakoulov s'entretint à Médine avec les pèlerins influents de Java, de l'Inde, de Tunis, d'Algérie... Il leur parla de l'ignoble politique des Anglais par rapport aux Musulmans de l'Inde, de la politique de la France envers les Musulmans de Tunis et d'Algérie, de celle de la Hollande par rapport aux Musulmans de Java et il exprima l'espoir que les Musulmans de ces pays, avec l'appui du pouvoir soviétique, ne tarderont pas à se libérer du joug étranger. En même temps, le représentant des Soviets faisait don de fortes sommes d'argent pour les besoins religieux des Musulmans de ces pays.

Aux questions qui lui furent posées sur les persécutions religieuses en U.R.S.S., le ministre des Soviets répondait en riant que toutes ces histoires ne sont autres que des provocations de la part des Français et des Anglais. Et quand on lui demanda pourquoi l'on ne voit plus de pèlerins de Russie, si nombreux autrefois, M. Turakoulov répondit sans le moindre embarras que ces pèlerins ne pouvaient venir de Russie que par mer et que les Détroits, les Dardanelles et le Bosphore, aussi bien que Constantinople étant encore dans la main des Anglais et des Français, aucun vaisseau avec des pèlerins ne pouvait passer. Il n'en était pas de même autrefois alors que les Détroits étaient sous la main de la Turquie...

Les paroles du représentant des Soviets venu aux Lieux Saints en pèlerinage produisirent leur effet sur les pèlerins musulmans venus de tous les points du monde et les protestations du Comité Idil-Oural s'en trouvèrent d'autant affaiblies. Le bruit même se répandit que le représentant soviétique avait demandé au roi Ibn Sa'oud d'interdire la diffusion de ces proclamations, invoquant à l'appui l'amitié arabo-soviétique. »

Cette correspondance reçue depuis longtemps, nous parut à ce point incroyable, que nous résolûmes de la vérifier par d'autres moyens, avant que d'en parler. Et nous nous adressâmes à des pèlerins de Roumanie, de Yougoslavie et de l'U.R.S.S. Les réponses qui nous parvinrent de Roumanie et de Yougoslavie, plus encore celles de nos amis de l'U.R.S.S. ne laissèrent aucun doute sur l'authenticité de ces informations. Voici du reste ce que nous écrivent nos coreligionnaires de l'Union Soviétique :

« Dans le courant du mois de mars 1929, le Guépéou ayant appris que les musulmans émigrés préparaient une protestation contre les persécutions religieuses en U.R.S.S., décida d'organiser une contre-attaque. Cette protestation, après celle élevée contre les persécutions dont étaient l'objet les éléments chrétiens si préjudiciables à l'obtention d'un emprunt étranger par les bolcheviks n'allait pas manquer de les discréditer aux yeux des musulmans du monde. C'est pourquoi le Guépéou proposa au Commissariat des Affaires étrangères d'élaborer en commun un plan de contre-attaque. Il fut d'abord décidé d'envoyer à la Mecque une délégation toute spéciale d'ecclésiastiques musulmans choisis parmi les éléments prêts à se vendre au Guépéou, mais craignant d'une part que la direction ecclésiastique musulmane ne s'opposât à cette provocation, ou que, d'autre part, la délégation une fois à la Mecque, ne passât dans le camp des ennemis des Soviets, on convint de renoncer à ce plan. L'on sait du reste que le président de la Direction ecclésiastique, le mufti Rizaeddin Fakhretdin, fut appelé l'an dernier à Moscou où il lui fut proposé, après une pression préalable, de signer une déclaration attestant que la religion musulmane en U.R.S.S. n'était l'objet d'aucune persécution. Cette proposition ayant été repoussée par le mufti, ce dernier dut subir des représailles. C'est alors qu'on imagina de se servir du représentant soviétique en Arabie, M. Turakoulov. Ce dernier, qui porte un nom musulman, devait se rendre au pèlerinage de La Mecque, y faire de la propagande soviétique parmi les pèlerins et former au besoin une délégation de musulmans. Ce plan ayant été porté à la connaissance du « Politbureau » fut àprement discuté. Certains membres trouvaient déplacé, l'envoi en pèlerinage d'un communiste, n'ayant plus rien de commun avec la religion, membre de l'organisation des athées et qui plus est, représentant officiel du gouvernement de l'U.R.S.S., mais M. Staline défendit le plan du Guépéou. Il déclara que tout communiste pouvait temporairement se transformer en chrétien, en juif, en musulman, selon les circonstances et lorsque l'intérêt du parti l'exigeait. Et c'est pourquoi le Politbureau accepta le projet du Guépéou et donna l'ordre à M. Turakoulov de le réaliser. Dans le même temps, pour lui faciliter sa tâche, une forte somme d'argent lui était envoyée... »

Nous connaissons la suite... M. Turakoulov ayant reçu des instructions se mit en devoir de les exécuter, ce dont il s'acquitta fort bien, comme il l'a été dit. Et maintenant, voyons un peu ce que représente ce communiste-pèlerin, ce pèlerin rouge !

Turakoulov, de nationalité kirghize, est un ancien étudiant de l'Institut de Commerce de Moscou. Après la révolution, il s'inscrivit dans le parti

communiste et dès lors il fit une carrière des plus rapides. Il fut tour à tour : Commissaire à l'Instruction publique, président du parti communiste et du Comité exécutif central du Turkestan. Il fit une guerre acharnée aux basmatchis (insurgés du Turkestan); en sa qualité de membre de l'Association des athées, il travailla activement sur le front anti-religieux, favorisant la fermeture des mosquées et, sans tenir compte de leur valeur historique, les abandonnait pour leur transformation en casernes.

Cet esclave, dévoué à Moscou, fut nommé en 1929 résident du Guépéou et représentant des Soviets en Arabie. C'est donc cet homme, que le Politbureau envoie en pèlerinage à La Mecque, dans le temps même où en Union soviétique, le fait seul de manifester des tendances religieuses est l'objet de châtiments rigoureux. Quelques exemples suffiront pour en témoigner :

L'institutrice Ibrahimova Gadjar, du canton de Tetucha(fut révoquée pour avoir ordonné à la gardienne de l'école de rappeler le nom de Dieu (bismillah) en fermant la porte; une autre femme tatare, préposée comme instructeur dans un atelier de broderies dans un petite village des environs de Kazan, fut également révoquée pour avoir conseillé à ses élèves de commencer leur travail en prononçant le bismillah (Au nom de Dieu). Ces exemples ont été empruntés au journal officiel du parti communiste, le *Kzyl Tatarstan* de Kazan.

Ainsi, le parti communiste révoque des gens pour avoir prononcé le nom de Dieu, dans le même temps qu'il envoie son agent officiel en pèlerinage à La Mecque et au tombeau de Mahomet. Comment expliquer cette anomalie. Elle s'explique du fait que le Comité Idil-Oural a élevé une protestation contre les persécutions de la religion musulman en U.R.S.S., protestation qui n'a pas manqué d'impressionner le pouvoir soviétique. C'est là un témoignage tout en l'honneur du Comité Idil-Oural qui s'est engagé dans la vraie voie. Il ne nous reste plus qu'à flétrir la honteuse conduite de l'ancien panislamiste Abdourachid Ibrahimov qui après avoir joué son rôle dans les pays d'Orient est passé de nos jours dans les rangs bolcheviks. Ce fait nous permet toutefois de juger de la faiblesse du pouvoir soviétique lorsqu'il est ainsi obligé pour maintenir son prestige de négocier avec des aventuriers politiques de l'espèce d'Ibrahimov.

AYAS ISHAKY.

LES TORTURES DES COUPES DE BOIS

Sous ce titre, les « Dni » (revue socialiste russe) publient le récit émouvant de l'Arménien, M. Yanz, qui vient de s'évader des îles Solovki. Il y raconte avec la simplicité de paysan qu'il est, les horreurs vécues par lui. Nous l'offrons ci-après à nos lecteurs qui le liront avec intérêt :

Le 18 février 1928, à la suite d'une perquisition opérée à mon domicile, je fus envoyé, accompagné de deux agents de la Tchéka, au Guépéou

d'Erivan, on me retint là, en prison, treize mois exactement. Pendant ce temps y entrèrent et en sortirent de nombreuses personnes, des connaissances comme des inconnus. Quelques-uns d'entre eux furent passés par les armes, d'autres déportés dans le Nord de la Russie ou en Sibérie. L'instruction de mon affaire fut confiée à V. Essajan, chargé d'habitude d'affaires qui se terminent par l'exécution capitale.

Après de nombreuses tortures que je ne veux pas énumérer on m'annonça que je méritais d'être fusillé, qu'on me faisait grâce cependant d'une déportation aux îles Solovki. En mars 1929 on me transféra à Tiflis avec un groupe de prisonniers. Ce groupe ne comprenait que des condamnés politiques : 75 membres du parti Dachnaksoutioun (parti socialiste arménien le plus grand, membre de l'Internationale socialiste), 5 jeunes marxistes et 4 socialistes-révolutionnaires. Une fois arrivés à Tiflis, nous fûmes incarcérés dans le château-forteresse de Metekh, lieu d'emprisonnement de nombreux Menchéviks géorgiens (parti socialiste le plus influent de Géorgie, membre de l'Internationale socialiste). Avant nous y avait été transféré un groupe de soixante personnes environs, jeunes adhérents du parti Dachnaksoutioun, presque tous élèves de l'école Abovian. Pendant dix mois je restai prisonnier à la forteresse de Metekh. Mon affaire fut révisée, mais la peine ne subit aucune modification. Ici j'eus l'occasion de voir beaucoup de monde. Trois fois par mois on y amenait des prisonniers en provenance d'Arménie et destinés à être relégués dans le Nord.

Un beau jour on envoya en exil des jeunes gens — Dachnaksoutiouns arméniens et Menchéviks géorgiens. A cette occasion nous organisâmes un meeting. Les Arméniens prononcèrent des discours et les Géorgiens les imitèrent. Après cela ils se mirent à chanter des refrains nationaux : *Mer Eirenik*, et d'autres. L'un d'eux agita même un pavillon national qu'il avait confectionné. Le meeting se prolongea une heure environ. Les agents de la Tcheka nous encerclèrent, mais n'osèrent pas nous toucher. Ils tentèrent tout d'abord de nous empêcher et de disperser le meeting, mais ils ne purent y réussir. Après les discours, nous embrassâmes nos camarades et ils nous quittèrent avec les cris de « Hourrah », « Ketzé » et « Gamardjoba ».

Dix jours après on nous expédiait à notre tour, sans nous avoir prévenus à l'avance. Cent cinquante personnes furent prises à l'improviste, envoyées à la gare, mises dans le train et expédiées. Dans les voitures bondées à tout rompre, il y avait si peu de place que beaucoup d'hommes furent forcés de rester debout jusqu'à l'arrivée à Moscou. Quelques-uns tombèrent malades en cours de route. A Moscou on nous garda trois jours durant à la prison Bourtirsky. Il n'y avait pas de place dans les cellules et on nous cantonna dans la cour de la prison. Mais celle-ci était à tel point bondée de prisonniers qu'il n'y avait pas de place pour s'asseoir. On nous annonça que nous allions être envoyés dans le camp de concentration de Kotlas, qu'on venait de fonder. Nos camarades, partis plus tôt, avaient été déportés en Sibérie et dans l'Oural.

* *
* *

Le 1^{er} janvier 1930, le jour même où le monde entier fêtait le nouvel an, nous arrivâmes à Kotlas pour commencer une vie « nouvelle ». Nous fûmes soumis à une perquisition. Notre argent fut enlevé et remplacé par des bons de la Guépéou. A Kotlas on nous garda trois jours. Nous eûmes à remplir des feuilles d'enquête. Après cela, notre groupe fut emmené vers

le Nord, jusqu'à l'Océan Arctique. Il n'y avait plus de chemins de fer et nous avions à faire quatre cents kilomètres à pied.

Le voyage fut affreux. En cours de route nous nous arrêtions dans les villages pour nous reposer. On nous cantonnait dans les écoles et là, où les écoles faisaient défaut, simplement dans des porcheries. On nous forçait de pénétrer dans ces locaux, transis de froid, couverts de neige, sans nous avoir donné le temps de sécher nos vêtements ou de manger quoi que ce soit. Ces porcheries étaient tellement bondées, que nous y étions couchés les uns sur les autres sans pouvoir remuer. Il arrivait parfois qu'il n'était point possible d'en sortir et nous étions obligés de satisfaire sur place à nos besoins naturels. La puanteur était telle que nous eussions préféré rester dans la rue, malgré le froid qui atteignait 45°, mais les hommes de l'escorte nous en empêchaient. Force était de rester jusqu'à l'aube, tantôt debout, tantôt sur un genou, au milieu d'une boue et d'une puanteur indescriptible.

Le matin on nous distribuait un hareng et cinq cents grammes de pain par personne. Le pain était tellement dur, qu'on n'arrivait pas à y mordre avec les dents. Après cela, on nous mettait en rangs, on faisait l'appel et nous repartions.

Ce chemin avait été suivi précédemment par 150.000 déportés. Dieu seul sait combien d'entre eux sont arrivés au terme du voyage et combien ne l'ont jamais pu atteindre. Nombreux furent les hommes de notre groupe qui tombèrent malades. Ils se tenaient à peine sur leurs jambes. C'était dur, surtout pour les citadins, qui n'avaient pas l'habitude de marcher à pied. Le nombre de personnes mortes de froid et d'inanition était énorme. Lorsque nous pénétrâmes dans les forêts, il n'y avait plus de villages et nous fûmes forcés de passer la nuit dans des baraquements de fortune faits de planches, à la hâte. Dans des locaux, faits pour cinq cents hommes, on en mettait quinze cents. Dans certains endroits, le long de la route s'entassaient des cadavres humains. On y ajoutait ceux qui mouraient en cours de route, entre les étapes; les cadavres s'entassaient en monticules. Ces cadavres attendaient le printemps, le moment où le sol pourrait être creusé pour les enterrer. J'ai vu des milliers de ces cadavres sur de nombreux points le long de la route. Notre voyage dura quinze jours. On nous chargeait de quinze à trente kilos de pain et de harengs, provisions de voyage. Rompus et malades, nous arrivâmes enfin à l'endroit qui nous avait été destiné. Il s'appelait K..., on y coupait le bois.

*
**

On nous rangea ainsi que des militaires et on se mit à nous trier, suivant nos aptitudes pour tel ou tel autre travail. Après cela, nous fûmes répartis par groupes dans des baraques. La place manquait. Ceux qui avaient de la literie, ou un sac de nuit, restèrent dehors, dans la neige. Ils y couchèrent pendant tout un mois, le temps de construire de nouvelles baraques. Mais, même dans celles-ci, la place faisait défaut. On n'avait pas de place ni pour s'asseoir, ni pour se coucher. Nous demeurions debout, les uns adossés aux autres et nous nous endormions dans cette position. Il était impossible de tomber, puisque les uns supportaient les autres. Une fois, à trois heures du matin, nous entendîmes l'appel : « Levez-vous ! » C'était le chef de la compagnie qui chassait les prisonniers à l'aide des hommes de service des baraquements, les mettait en colonnes et procédait à l'appel. Ceux qui étaient arrivés avant nous, et qui avaient de l'expé-

rience, nous prévinrent que si nous ne sortions pas aussitôt, on allait nous rosser de coups. Je vis, en effet, qu'on faisait partir à coups de bâton les hommes qui s'étaient attardés dans les coins.

Il gelait dehors. Nous étions rangés par dizaines, debout. Tout à coup retentit à côté de nous un « garde à vous ». C'était le chef des gardiens. Il tenait à la main une lanterne et s'arrêta au centre en nous lançant un : « Bonjour, compagnie de travail ». Nous répondîmes : Bonjour ! » Après cela on procéda à l'appel et nous fûmes répartis par groupes et remis aux gardes. On distribua des victuailles : un hareng et cinq cents grammes de pain par personne; des instruments de travail : une bêche, une pelle et une scie furent remises à chacun de nous. L'ordre retentit de nous envoyer travailler. En tête de la colonne, un homme de l'escorte portait une lanterne. Nous le suivîmes, muets comme les moutons de Panurge. Le travail se trouvait à une distance de quinze kilomètres environ. Nous y arrivâmes encore dans la nuit. Nous étions à bout de force. Tombés dans la neige, nous nous endormîmes aussitôt. Le repos ne dura pas longtemps : juste ce qu'il fallait pour permettre à l'aube de se lever de façon à ce qu'on pût distinguer les arbres de la forêt. Alors retentit la voix du surveillant-chef : « Au travail ! » L'ordre fût donné tout d'abord de nettoyer à la pelle la neige autour des arbres, de façon à ce qu'on pût se mettre à genoux pour scier. Nous « les jeunes recrues », fûmes répartis parmi les vieux déportés expérimentés; ils étaient chargés de nous enseigner l'art de couper le bois. Notre « tâche » nous fût expliquée et on nous annonça que si nous l'avions terminée à temps, le soir nous toucherions une demi-ration de victuailles supplémentaire. Chacun de nous avait à préparer 3,5 m³ de bois, c'est-à-dire qu'il fallait abattre l'arbre, dépouiller le tronc des branches, enlever quatre grosses bandes d'écorce, scier le tronc suivant les dimensions indiquées et porter le tout en un certain endroit. Il était impossible à un homme de remplir sa tâche.

Toute la journée, le travail se prolongea péniblement. La nuit venue, l'ordre fut donné d'arrêter le travail et de retourner dans les baraques. Naturellement, personne n'avait pu terminer la tâche assignée, sinon quelques vieux déportés, parmi lesquels il y avait des menuisiers. On nous arrêta devant le campement. Des bidons de soupe au poisson étaient posés à même sur la neige. Nous nous approchâmes par dizaines pour manger de la marmite commune. Un chien affamé n'aurait pas voulu de cette nourriture. Le poisson pourri avait été jeté des tonneaux dans les marmites sans qu'on se soit même donné la peine de le nettoyer. Ce potage nous parut particulièrement rebutant à nous, qui venions du Caucase. Aussi nous le refusâmes.

Après la soupe, on nous chassa dans les baraquements. Le chef des baraquements se tenait à la porte, un bâton à la main, et nous séparait avec celui-ci pour nous laisser entrer un à un. De nouveau, comme la première fois, la nuit se passa à genoux, à l'exception de ceux qui, plus adroits, avaient pu escalader jusqu'aux planches supérieures, disposées en étagères. Nous nous endormîmes sans nous dévêtir, les vêtements trempés. Il était même impossible de se défaire des insectes; il faisait trop froid pour sortir dehors et à l'intérieur du baraquement il n'y avait pas assez de place pour se dévêtir.

Les chefs du camp étaient tous des voleurs, des condamnés de droit commun et des tchékistes. Sauf le gardien-chef, ils étaient tous, eux-mêmes, des déportés.

Nous, les prisonniers politiques, nous demandâmes plusieurs fois de nous séparer des criminels de droit commun, mais nous nous heurtâmes chaque fois à un refus. Après cela on nous traita plus durement encore. Ceux des chefs qui ne nous battaient pas et ne nous insultaient pas, étaient congédiés. Pour être chef de compagnie ou d'escouade, ou gardien, il fallait savoir bien jurer, se battre et dénoncer.

Il ne se passait point de jour sans qu'on amenât en traîneau des hommes gelés, blessés ou morts. Des hommes se pendaient aux arbres de la forêt, n'ayant plus la force de surmonter ces souffrances. Tous les soirs, à l'appel, on remarquait plusieurs absents. Le nombre de ceux qui organisaient des fuites était surtout important. Mais on arrivait toujours à mettre la main sur eux, surtout dans les villages où ils allaient mendier le pain. Les paysans des villages environnants s'occupaient tout l'hiver de faire la chasse aux fugitifs. Ils les remettaient entre les mains des tchékistes et touchaient à cette occasion un demi-poud de farine pour chaque fuyard livré. Presque tous ceux qui avaient tenté de fuir furent fusillés. Le soir, à l'heure de l'appel, on annonçait les noms des fuyards arrêtés et passés par les armes. Mais cela n'empêchait pas les autres de suivre l'exemple de ces malheureux.

Un jour, trois camarades s'échappèrent. Perdus dans la forêt, ils souffrirent atrocement de la faim. Alors, deux d'entre eux tuèrent le troisième camarade pour le manger. Une fois réconfortés, ils continuèrent leur route; le treizième jour, ils trouvèrent le chemin qui les conduisit jusqu'à notre campement. Trois jours après, on nous annonçait qu'ils avaient été fusillés pour avoir mangé leur camarade.

*
**

Nous restâmes là jusqu'au mois de mai. Alors on sépara tous ceux qui étaient plus ou moins robustes et on nous envoya jusqu'à une petite rivière. Des montagnes de bois déjà coupé s'y amoncelaient. Ce bois avait été amené à l'aide de traîneaux et de tracteurs. Une épaisse couche de glace recouvrait l'eau de la rivière. Nous reçûmes l'ordre de briser la glace. On nous donna des pieux et nous nous mîmes à percer la glace pour libérer le courant. Une autre bande de déportés faisait flotter le bois sur cette rivière jusqu'à la rivière Oustiouga. Il arrivait parfois que la glace se brisât au cours du travail et que les hommes tombaient à l'eau. On n'arrivait pas toujours à les en tirer et nombreux furent ceux qui périrent. Le matin, lorsqu'on nous chassait pour aller travailler, nous disions adieu à nos camarades, car nous pensions périr dans les eaux et ne plus les revoir. Notre campement était à ciel ouvert. Bien que le travail fut difficile et qu'il présentât un danger constant pour nous, nous étions contents tout de même d'avoir pu nous libérer des insectes, qui avaient tous péri, nos vêtements ne séchant jamais. La nourriture y était différente. On ne nous donnait plus ni soupe au poisson, ni soupe à la viande de cheval. Nous devions nous passer de tout aliment chaud.

* * *

Au mois de juin, un nouveau groupe nous remplaça et on nous fit retourner à Kotlas. Ici nous apprîmes que sur les *vingt mille* personnes envoyées vers la rivière, *huit mille seulement* en étaient retournées. Les

autres avaient été fusillées, s'étaient noyées dans la rivière, étaient décédées à la suite de maladies diverses ou avaient disparu sans laisser d'autre trace. Dans le camp de concentration voisin du nôtre, 25.000 déportés sont morts. Au retour du camp de concentration, tous souffraient du scorbut; ils ne pouvaient se déplacer sans se servir de bâtons. Les jambes étaient bleues. Nombreux étaient ceux qui avaient perdu toutes leurs dents. On les soignait à l'aide de choucroute.

A cette époque, deux ou trois trains arrivaient tous les jours des départements intérieurs de la Russie, de Saratov, Voronège, Kazan. Ils étaient bondés de paysans et de leurs familles. On les cantonnait à l'air libre, dans le voisinage de nos baraquements et on les gardait ainsi pendant des jours et des jours dans la boue, dans la neige, sans nourriture. Ces malheureux attendaient le bateau pour aller plus avant vers le Nord, dans les « toundras ». En revenant, nous avons rencontré des foules de ces déportés. Ils racontaient en pleurant leur sort malheureux, se plaignaient de n'avoir rien eu dans la bouche depuis des jours. On ne donne à manger qu'à ceux qui sont robustes et qui peuvent travailler, tandis que ceux-ci étaient malades et ne pouvaient arriver à traîner jusqu'à la rivière les troncs énormes et à les pousser dans l'eau.

* * *

Notre séjour à Kotlas ne fût que de courte durée. Peu de temps après le retour, une commission spéciale sépara les hommes valides des malades. On décida d'envoyer les bien portants vers la mer Blanche et les malades à Oust-Syssolsk. Je me trouvai parmi les premiers et on nous envoya tous, trois cents hommes environ, par le fleuve, la Duna du Nord, à Arkangel, puis vers la mer Blanche. On nous plaça dans un camp de concentration qui porte le nom « Economia ». Dans la rade se trouvaient des bateaux européens qui chargeaient du bois, préparé avec le sang et la sueur de centaines de milliers de relégués. Notre tâche consistait précisément à transporter le bois jusqu'aux bateaux. Près de la mer Blanche, il faisait clair jour et nuit et le travail y avait lieu sans interruption. Les conditions étaient aussi pénibles qu'auparavant. On nous forçait à travailler comme des bêtes de somme. On nous donnait pour nourriture de la viande de cheval, du potage préparé avec du poisson pourri et nous avions en plus cinq cents grammes de pain. Nous devions sortir les poutres de l'eau et on les chargeait ensuite sur des bateaux étrangers.

Que pensaient les Européens en nous regardant du pont de leurs navires, nous, qui étions dans la situation d'esclaves, vêtus de loques, affamés, supportant des coups et des humiliations de toute sorte ? Et l'on nous considérait comme des citoyens de la première république socialiste du monde !

Ce qu'ils pensaient de nous, je n'en sais rien. Mais en ce qui nous concernait, nous pensions peu de bien d'eux. Bien plus, nous les maudissions, nous les injurions parce que, d'une part, ils exploitaient le nom de la Civilisation, et que, d'autre part, ils nous exploitaient aussi en renforçant les chaînes de notre esclavage. Et cela s'appelle : civilisation ! humanité !...

La vie m'était devenue intolérable. J'ai souffert encore quarante-cinq jours durant, au bord de la mer Blanche. Je n'avais plus la force de supporter ce cauchemar et je me suis décidé à fuir. Fuir coûte que coûte, si cela devait même me coûter la vie. Fuir, fuir...

Un beau jour, je suis arrivé à réaliser mon but.

YANZ.

CHRONIQUE

AZERBAIDJAN

La situation en Azerbaïdjan

Au Caucase, tout particulièrement en Azerbaïdjan, la situation est tendue. L'anarchie règne en Transcaucasie. En dehors de Bakou, les bolcheviks ont perdu en Azerbaïdjan toute influence. La terreur règne partout. Dans de nombreux villages, le pouvoir soviétique a perdu tout contrôle. Les insurgés ont commencé leur activité dans la localité de Zeigüem. Des mesures sont prises par le Guépéou en prévision des événements qui s'annoncent pour le printemps. Dans les gares, on aperçoit des groupes de paysans prêts à partir pour l'exil. (Reuter.)

L'arrivée au Caucase du commissaire Kirov en vue de procéder à l'épuration des cercles dirigeants est annoncée. Au lieu des communistes rappelés ou arrêtés, Kirov a nommé membres du Politbureau des partisans de M. Staline tels que MM. Eliava, Makharadze et Kartvelov. Ce dernier occupe le poste de secrétaire général au lieu de M. Lominadze, arrêté à la suite de l'affaire Syrtsov.

Les tchékistes ont découvert en Azerbaïdjan une organisation de « sabotage ». Les personnes suivantes qui travaillaient dans les établissements de naphte à Bakou ont été arrêtées : Roustambekov, Arieu, Ryvkine, Mamedov, Agabekov, Delov, Boulgakov, Kassanov, etc.; tous seront déférés en justice sous l'accusation d'avoir participé à une conspiration contre le pouvoir soviétique.

La famine parmi les ouvriers

La *Zaria Vostoka* de Tiflis du 28 janvier signale qu'à Gandja, 13.000 ouvriers manquent de nourriture par suite de la désorganisation du système des cartes.

Famine de naphte

Dans un discours prononcé par M. Bertkine, directeur d'une exploitation de naphte à Bakou, ce dernier a déclaré qu'il imputait l'échec du plan quinquennal dans l'industrie du naphte au mauvais état des machines, des moteurs et des chaudières qui auraient besoin d'être changés. Afin de pouvoir continuer les travaux, il conviendrait de changer dès maintenant 40 % au moins des machines qu'on ferait venir de l'étranger. (*Bakinski Rabotchi* du 16 janvier 1931.)

L'extraction du naphte

Au cours des mois d'octobre, novembre et décembre, le plan d'extraction du naphte a été réalisé dans les proportions suivantes : Balakhana-Solountchi, 87,3 %; Sourakhana, 80,5; Bibi-Aybat, 73,6; Binekadi, 78; Kara Tchouklouf, 46; Pouta, 64,8; Choupani, 55,2. (*Zaria Vostoka* du 27 janvier.)

Condamnation de paysans

Dans le district de Soliansk, écrit le *Bakinski Rabotchi* du 27 janvier, sept personnes ont été condamnées à cinq ans de prisons et trente-cinq autres ont été exilées en Sibérie pour n'avoir pas livré au Gouvernement soviétique la quantité de coton exigée.

Incendies

A Sourakhanah, des incendies ont éclaté dans trois établissements de naphte au milieu de janvier, gagnant peu après les établissements voisins. Un important

matériel et de grandes réserves de naphte ont été la proie des flammes. Les dégâts s'élèvent à 700.000 roubles. (*Bakinski Rabotchi*, numéro 347.)

Catastrophes sur les chemins de fer

Au cours de l'année 1930, les statistiques accusent près de 210 catastrophes de chemin de fer en Azerbaïdjan ayant fait 117 victimes. (*Bilderich*.)

L'émigration en Perse

On signale que quatre-vingt-six paysans ont, ces derniers temps, franchi la frontière azerbaïdjano-persane et se sont livrés aux autorités persanes qui les ont répartis dans la région d'Akhar. Il leur a été enjoint de quitter le territoire persan dans un délai de deux mois. Ce délai prend fin aux derniers jours du mois de mars.

CAUCASE DU NORD

Le Bureau d'Information des Montagnards du Caucase communique ce qui suit :

Toute une série de journaux de Grozny s'agite au sujet d'un article paru dans le journal *Tchetchenski bolchevik*. Le fait est que l'auteur de cet article s'efforce de prouver l'erreur criminelle que commet le parti en s'entêtant à réaliser la collectivisation des terres parmi les Montagnards du Caucase. L'auteur déclare que le parti sera tôt ou tard obligé de revenir à son point de départ, les Montagnards n'ayant besoin que d'une saine réforme agraire et non d'une collectivisation. Il termine en mettant en garde le parti contre les suites fâcheuses que pourrait entraîner la collectivisation violente en Circassie.

*
**

Les journaux du Caucase du Nord signalent que la production industrielle de cette région, exception faite du naphte de Grozny, a donné 45 millions de roubles. L'investissement de 51 millions de roubles pour l'année 1931 est envisagé.

*
**

Les journaux du Daghestan annoncent que dans le village de Tchoumli, dans la république Nord-Caucasienne, un groupe de Daghestanais ayant organisé un meeting près du soviet rural, quelques orateurs prononcèrent des discours contre le pouvoir des Soviets. Ils proposèrent notamment de ne point livrer le blé à l'Etat et critiquèrent la collectivisation.

Au moment où l'excitation atteignait toute son intensité, le soviet rural en entier se porta au lieu du meeting afin de justifier la politique de collectivisation du pouvoir soviétique. Les villageois surexcités se jetèrent, armés de poignards circassiens, sur les membres du soviet qui prirent la fuite, poursuivis par les femmes qui leur jetaient des pierres. Au cours de la mêlée, deux membres du soviet rural furent tués et un autre blessé grièvement. Les organisateurs du meeting gagnèrent alors la montagne pour se joindre aux insurgés.

*
**

Les journaux de Grozny annoncent que dans la région de Tchornikh Gor, en Tchetchnie (République des Montagnards), de nouveaux et riches gisements de naphte ont été découverts. Des géologues ont été envoyés sur les lieux.

*
**

Ces derniers temps, les journaux soviétiques paraissant dans les différentes régions de la République des Montagnards du Caucase, accordent une grande attention aux forces menaçantes qui mettent obstacle à la réalisation de la campagne politico-économique entreprise par le Gouvernement soviétique sur

le territoire de ladite république. Lesdits journaux énumèrent toute une série de déclarations faites publiquement par des « pessimistes » qui considèrent que le nationalisme local qui se réveille, le mullak et le koulak obligeront le pouvoir soviétique à renoncer à ses plans. En dépit des efforts des dirigeants soviétiques, les pessimistes continuent à semer la panique parmi les travailleurs locaux du parti et les travailleurs responsables des rouages soviétiques.

GÉORGIE

On mande de Tiflis, Bureau de Presse géorgien, que les difficultés croissantes pour ravitailler les villes principales, la brusque augmentation de l'armée des chômeurs, provoquée par la révocation de tous les fonctionnaires et de tous les ouvriers non membres du parti communiste, rendent la situation en Géorgie intenable.

Des denrées alimentaires, abstraction faite de la viande qu'on n'a pas vu depuis déjà dix mois, les unes font absolument défaut, les autres sont rares, fabuleusement chères et de mauvaise qualité. Le pain, presque immangeable mais la seule chose qui soit accessible aux pauvres, est rationné de sorte que les ouvriers d'usines sont les seuls privilégiés qui en reçoivent une livre par jour ! Le reste de la population n'obtient, à travers mille difficultés, qu'une « ration de famine ». Les campagnes n'en reçoivent pas du tout. Ainsi, ne sont nourris que les hauts fonctionnaires du G.P.U. et l'armée rouge.

Le mécontentement général contre le pouvoir soviétique, atteignant les petits fonctionnaires et la plupart des communistes de la couche inférieure, se transforme en une grande agitation populaire. Le G.P.U. redouble ses persécutions en procédant à des arrestations en masse. Il règne une grande panique et nul ne saurait dire ce qui adviendra le lendemain.

*
**

La récente dépêche du Bureau de Presse géorgien, après avoir signalé la recrudescence du mouvement révolutionnaire anti-soviétique au Caucase, disait notamment :

« La situation en Arménie est également inquiétante pour les autorités. Le mouvement anti-soviétique, s'accroissant de plus en plus, démoralise même les chefs communistes tels que MM. Aouchtrian, Savian, Kassian, Amatoni et Banaian qui, soupçonnés de nationalisme par Moscou, viennent d'être relevés de leurs postes. »

Moscou s'est empressé d'opposer à ces renseignements un démenti par l'entremise de son organe français « *L'Humanité* » du 1^{er} février qui, en les qualifiant de « pures fantaisies contre-révolutionnaires », est cependant obligé de reconnaître l'exactitude des faits révélés par ladite dépêche en ces termes :

« Un de nos camarades vient de rentrer en France, venant du Caucase. Il nous a déclaré... qu'à l'intérieur du parti la lutte a été menée contre les camarades qui se laissèrent entraîner par le « gauchiste » demi-trotskyiste Lominadzé. Certains ont été relevés de leurs postes soit en Arménie, soit en Azerbaïdjan ou en Géorgie. »

Ceci confirme donc entièrement les renseignements du B.P.G.

En effet, la composition des Comités centraux des partis communistes d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie a été changée plus de quatre fois au cours de l'année 1930. Chaque fois, leurs chefs s'étaient démoralisés, précisément par l'effet du mécontentement général qui règne dans ces pays et, de ce fait, ils furent révoqués par Moscou et remplacés par des nouveaux jusqu'au moment où ceux-ci se démoralisèrent à leur tour.

Actuellement encore, M. Kirov, envoyé de Moscou, procède à de nouvelles révocations et à de nouvelles nominations.

Le Gérant : P. GIRAULT

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise



Librairie Orientale et Américaine

Fondée en 1835

COMMISSION

EXPORTATION

JEAN MAISONNEUVE * *

MAISONNEUVE Frères, Successeurs

Libraires-Éditeurs

13, Rue du Sabot, PARIS (6) France

R. C. Seine 214.190 B. — Compte Chèques Postaux 423-73, Paris

Ouvrages relatifs à la Linguistique, l'Archéologie, l'Histoire, l'Etnographie, etc.
de l'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie

Grammaires, Dictionnaires, Chrestomathies
et Guides de conversation en toutes langues

Les littératures populaires de toutes les Nations, traditions, légendes,
superstitions, contes, chansons, etc.

Bibliothèque orientale — Bibliothèque linguistique américaine
Bibliothèque ethnographique, etc.

BIBLIOGRAPHIE — THÉOLOGIE

Revue de linguistique et de Philologie Comparée, fondée en 1868
Revue l'Etnographie

Grand choix de livres rares et curieux, Reliures anciennes, Livres à figures
CATALOGUE ENVOYÉ SUR DEMANDE

ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES

“ LE TRIDENT ”

Première Revue hebdomadaire Ukrainienne en France
fondée en 1925 à Paris

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

42, Rue Denfert-Rochereau, PARIS V^{me}

Prix de l'abonnement en France :

Un an : **80** fr. — Six mois : **40** fr. — Trois mois : **20** fr.

Un mois : **8** fr. — Au Numéro : **2** fr.

Librairie “ LE TRIDENT ”

Grand choix de livres sur l'Ukraine, en langues ukrainienne et française. Cartes postales, portraits, dictionnaires. Toutes les éditions ukrainiennes de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, du Canada, du Brésil, des États-Unis, d'Allemagne, de Mandchourie, etc...

E5114E
1931